

# RECHERCHE SUR LES MUNICIPALITÉS CANADIENNES ET LES SERVICES INCLUSIFS

---

**PARTENARIATS MUNICIPAUX POUR  
L'INNOVATION – FEMMES EN POLITIQUE  
LOCALE (P M I - FPL)**

---

SOU MIS À LA

**FÉDÉRATION CANADIENNE DES  
MUNICIPALITES (FCM)**

SOU MIS PAR  
**SEASONNOVA GROUP INC.**

8 JUILLET 2022

## CONTACT

Email : [jhoanna@seasonova.ca](mailto:jhoanna@seasonova.ca)  
Site Web : [www.seasonova.ca](http://www.seasonova.ca)

## REMERCIEMENTS

Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet « Partenariats municipaux pour l'innovation – Femme en politique locale » (PMI-FPL).

Le PMI-FPL est mis en œuvre en partenariat avec les municipalités membres de la FCM, les associations provinciales et territoriales (APT), ainsi qu'en collaboration avec les Associations de gouvernements locaux (AGL) et les principales parties prenantes dans chacun des cinq pays de mise en œuvre [du projet]. Il est financé par le Gouvernement fédéral par l'intermédiaire de l'organisme Affaires mondiales Canada.



En collaboration avec

Canada

## Table des matières

Résumé exécutif .....	4
Introduction .....	5
Méthodologie et portée de la recherche .....	5
Section 1.0 Initiatives inclusives et sensibles au genre au sein des gouvernements locaux .....	6
Initiatives inclusives et sensibles au genre qui soutiennent directement les résidents ....	6
Axe prioritaire 1 : Accessibilité et personnes en situation de handicap .....	6
Axe prioritaire 2 : Santé, bien-être et loisirs .....	7
Axe prioritaire 3 : Violence fondée sur le sexe .....	9
Axe prioritaire 4 : Sécurité alimentaire.....	11
Axe prioritaire 5 : Services municipaux pour les enfants .....	14
Axe prioritaire 6 : Services municipaux pour les jeunes .....	15
Axe prioritaire 7 : Services municipaux pour les personnes âgées (seniors) .....	17
Axe prioritaire 8 : Services municipaux pour les populations racialisées et les nouveaux arrivants .....	19
Axe prioritaire 9 : Réconciliation et peuples autochtones .....	20
Section 2.0 Études de cas .....	22
Étude de cas n° 1. Municipalité régionale de Halifax : Budget participatif.....	23
Étude de cas n° 2. Initiative <i>Safe City</i> [Ville sûre].....	26
Section 3.0 Observations sur les indicateurs de référence GDEIB .....	30
Section 4.0 Conclusion .....	35
Références.....	37

## Résumé exécutif

La prestation de services municipaux équitables à tous les résidents garantit que personne n'est désavantagé et que tous ont accès à l'ensemble des services et programmes que les municipalités peuvent offrir sans obstacle. L'élément clé de cette approche est de s'assurer que les gouvernements locaux prennent en compte les besoins de leurs résidents, notamment, les besoins des femmes et des groupes marginalisés, et y répondent. La marginalisation de ces groupes se traduit en partie par une sous-représentation persistante dans la main-d'œuvre, y compris dans la main-d'œuvre municipale, et dans les postes de direction, y compris les fonctions électives. Les difficultés peuvent également résulter d'un accès inadéquat aux programmes et services gouvernementaux fournis par les autorités locales, tels que l'accès limité aux parcs publics et aux installations récréatives, les trottoirs non nettoyés ou inexistantes le manque d'accès à des logements abordables ou les options réduites en matière de transports publics.

L'objectif de cette analyse de l'environnement est de mettre en évidence diverses approches inclusives et sensibles au genre adoptées par les gouvernements locaux à travers le Canada, y compris les centres urbains et ruraux. Grâce à une recherche documentaire sur les documents accessibles au public, un total de 50 initiatives de 41 municipalités ont été identifiées à l'aide de l'approche ACS Plus en tenant compte de la représentation géographique, des populations prioritaires et de la diversité des thèmes et des centres d'intérêt. Pour déterminer dans quelle mesure les initiatives soutiennent les femmes et les communautés marginalisées, l'étude a appliqué l'outil *Global Diversity Equity and Inclusion Benchmarks* [les indicateurs de références en matière de diversité, d'équité et d'inclusion] (GDEIB) afin d'évaluer si lesdites initiatives s'alignent sur les meilleures pratiques mondiales.

Ce résumé souligne l'importance de fournir des services municipaux équitables à tous les résidents, en insistant sur la nécessité de répondre aux divers besoins des femmes et des groupes marginalisés. Il reconnaît la sous-représentation de ces groupes dans la main-d'œuvre municipale et aux postes de direction, ainsi que les défis liés à l'accès aux programmes et services gouvernementaux. Il décrit ensuite l'objectif d'une analyse de l'environnement, avec pour but d'identifier les initiatives inclusives et sensibles au genre dans les municipalités canadiennes. L'analyse a permis d'identifier un sous-ensemble de 50 initiatives dans 41 municipalités axées sur le soutien aux résidents, en particulier aux femmes et aux groupes marginalisés. Ces initiatives sont classées en neuf axes prioritaires, à savoir (1) l'accessibilité, (2) la santé, (3) la violence basée sur le genre, (4) la sécurité alimentaire, (5) les services pour les enfants, (6) les jeunes, (7) les personnes âgées, (8) les populations racialisées et les nouveaux arrivants, et (9) la réconciliation et les peuples autochtones.

## 1.0 Introduction

La prestation de services municipaux équitables à tous les résidents garantit que personne n'est désavantagé et que tous ont accès à l'ensemble des services et programmes que les municipalités peuvent offrir sans obstacle. L'élément clé de cette approche est de s'assurer que les gouvernements locaux prennent en compte les besoins diversifiés de leurs résidents, notamment, ceux des femmes et des groupes marginalisés susceptibles d'être désavantagés dans tous les aspects de la société. Des recherches ont montré que la marginalisation est une question complexe qui implique des considérations et des défis socio-économiques à plusieurs niveaux qui doivent être abordés avec soin et avec des efforts intentionnels éclairés (Montesanti et al., 2016). Les facteurs qui conduisent à la marginalisation comprennent, sans s'y limiter, les désavantages et la discrimination fondés sur la race, le sexe, le genre et l'expression du genre, la richesse, le statut d'immigrant et l'orientation sexuelle. Les femmes et les groupes marginalisés sont souvent confrontés à des défis, des entraves et des problèmes systémiques, notamment des préjugés, une discrimination systématique, des politiques ou des pratiques d'exclusion et des difficultés d'accès aux services publics locaux. Les personnes en marge de toute communauté sont généralement plus vulnérables et sont touchées disproportionnellement par les obstacles liés au statut socio-économique, au pouvoir et aux privilèges. Ces barrières peuvent inclure un manque d'accès, de mauvais résultats en matière de santé, la violence et des obstacles constants lors de l'accès aux services. En outre, « la pandémie de COVID-19 et les conditions qu'elle a créées ont exposé et exacerbé les profondes disparités existant entre les sexes, les races, les capacités et les classes sociales » (Initiative Une Ville pour Toutes les Femmes, 2020). Les villes étant des microcosmes d'inégalités complexes et interconnectées, les efforts déployés par les gouvernements locaux peuvent permettre de remédier aux inégalités et de répondre aux divers besoins de tous les résidents (Initiative Une Ville pour Toutes les Femmes, 2020). Comprendre les besoins des résidents dans toute leur diversité intersectionnelle, ainsi que les obstacles et les lacunes qu'ils rencontrent, est essentiel pour fournir les services et les programmes les plus appropriés. Les approches inclusives et sensibles au genre (y compris, mais sans s'y limiter, l'Analyse comparative entre les sexes Plus) sont des outils essentiels pour évaluer l'impact différencié des politiques, des programmes et des initiatives.

### 1.1 Méthodologie et portée de la recherche

La recherche s'est concentrée sur les différentes initiatives inclusives et sensibles au genre mises en place par les gouvernements locaux au Canada. Les études de cas ont été étayées par des entretiens auprès des élus et des fonctionnaires municipaux.

En outre, la recherche a appliqué les indicateurs de référence mondiaux en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (GDEIB) à une initiative par axe prioritaire, soit 14 au total, afin de fournir un exemple de la manière dont les indicateurs de référence peuvent être utilisés pour déterminer l'alignement de ces initiatives sur les normes mondiales en matière de meilleures pratiques.

Par ailleurs, deux études de cas mettant en évidence les meilleures pratiques en matière de budgets participatifs et de collaboration inter-agences pour la lutte contre la violence basée sur le genre en été menées dans le cadre de la recherche. L'exemple du budget participatif a été choisi parce qu'il s'agit d'un moyen concret d'impliquer les femmes au niveau local et les populations marginalisées dans la prise de décision.

## Section 1.0 Initiatives inclusives et sensibles au genre au sein des gouvernements locaux

Les informations suivantes décrivent les initiatives sensibles au genre et inclusives qui ont été examinées dans le cadre de cette analyse de l'environnement.

### Initiatives inclusives et sensibles au genre qui soutiennent directement les résidents

#### Axe prioritaire 1 : Accessibilité et personnes en situation de handicap

« 6,2 millions de Canadiens âgés de 15 ans et plus sont des personnes en situation de handicap » (Choi, 2021). Faire en sorte que les gouvernements locaux soient en mesure d'offrir des services accessibles, tels que les transports, les parcs, les trottoirs et les bâtiments, ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC), contribue à la sécurité, à la santé et au bien-être des personnes en situation de handicap. De nombreuses municipalités au Canada ont mis en place des mécanismes, à savoir, des plans et des normes d'accessibilité.

Par exemple, la **ville de Victoria** (C.-B.) dispose d'un Cadre d'Accessibilité qui énonce son engagement à « repérer, supprimer et prévenir les obstacles dans l'ensemble de ses services, programmes et infrastructures, afin de bénéficier à la communauté d'une manière qui respecte la dignité et l'indépendance des personnes en situation de handicap » (Ville de Victoria, 2020, p. 8). Ce cadre vise à promouvoir l'accessibilité dans la politique urbaine, la conception, la planification, les opérations et le développement, en renforçant les capacités de la ville et en augmentant les partenariats avec les fournisseurs de services d'accessibilité. Le cadre vise également à supprimer les obstacles et à accroître l'accès/la participation des personnes en situation de handicap aux services et à la prise de décision publique. Par exemple, le Cadre a été élaboré sur la base des informations fournies par le Comité consultatif sur l'accessibilité dont la composition est « limitée aux personnes ayant une expérience vécue ou ayant des problèmes d'accessibilité et peut également inclure des personnes représentant un large éventail de groupes mal desservis et en quête d'équité » (City of Victoria, s.d.).

De même, la **ville de Kenora** (ON) travaille à l'élaboration de son Plan pluriannuel d'accessibilité (2019-2022) dont l'approche est centrée sur la dignité humaine, l'indépendance et la prévention et la suppression des obstacles à l'accessibilité. Le plan soutient l'objectif du gouvernement de l'Ontario de faire de l'Ontario une province accessible d'ici 2025 et est conforme à la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*. Kenora s'est également engagée à respecter le Code du bâtiment de l'Ontario afin de garantir une conception accessible et sans obstacle pour les « bâtiments nouvellement construits et les bâtiments existants devant faire l'objet de rénovations importantes » (Ville de Kenora, s.d., p. 5). Le Plan se concentre principalement sur les services aux résidents, notamment, les transports, l'aménagement des espaces publics et l'amélioration des infrastructures de la ville. Il s'agit également de soutenir les employés en situation de handicap et d'accroître la capacité du personnel à offrir des services accessibles, notamment, en dispensant des formations et en élaborant des politiques et des procédures opérationnelles normalisées (Ville de Kenora,

s.d.).

### *Normes d'accessibilité pour la conception des espaces publics*

Brant, ON | Communauté rurale (Population : 39 474)

Conformément à la législation provinciale, les normes d'accessibilité pour la conception des espaces publics (Normes d'accessibilité pour l'environnement bâti) **du comté de Brant** (Ontario) sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les normes s'appliquent à toutes les nouvelles constructions ou modifications importantes de bâtiments liées aux sentiers récréatifs ou aux voies d'accès aux plages, aux aires de restauration publiques en plein air, aux espaces de jeux en plein air, aux voies de circulation en plein air, aux aires de stationnement et aux éléments liés aux services, tels que les comptoirs de service. L'objectif des Normes est de veiller à ce que « les espaces publics du comté de Brant deviennent accessibles, inclusifs et exempts d'obstacles, permettant, ainsi, à toute personne souhaitant les utiliser et en profiter de le faire » (comté de Brant, 2013).

Cette pratique est prometteuse car les normes offrent des conseils clairs et complets (y compris des dimensions, des détails sur les surfaces/matériaux et des schémas) sur les exigences d'accessibilité concernant : les sentiers, les pistes et les promenades extérieures ; les sièges et les aires de repos ; la signalisation et les panneaux de signalisation ; les équipements d'aires de jeux ; les escaliers ; les comptoirs des concessions ; les guides de file d'attente fixes ; les aires d'attente ; les pavillons et les abris ; les ponts et les rampes ; les objets en surplomb et en saillie ; l'ombre ; l'éclairage ; les toilettes ; les stationnements accessibles ; les zones de chargement et de déchargement des passagers ; les bordures et les rampes, et les signaux accessibles pour les piétons. Le document comprend également des conseils sur les consultations.

Les normes ont été conjointement élaborées, avec des contributions des municipalités voisines et le soutien du personnel (y compris le Chef du service des bâtiments) et du Comité consultatif sur l'accessibilité.

#### **Évaluation GDEIB** *Normes d'accessibilité pour la conception des espaces publics*

<b>FONDEMENTS</b>	<b>LIAISON</b>	<b>EXTERNE</b>
<b>Vision</b> : Meilleure pratique <b>Leadership</b> : Indéterminable <b>Structure</b> : Avant-gardiste	<b>Évaluation</b> : Indéterminable <b>Apprentissage</b> : proactif	<b>Communauté</b> : Meilleure pratique <b>Services &amp; Produits</b> : Meilleure pratique

#### Axe prioritaire 2 : Santé, bien-être et loisirs

De nombreux facteurs contribuent à la santé et au bien-être des résidents, notamment, les principaux déterminants de la santé suivants : le revenu et le statut social, l'emploi et les conditions de travail, l'éducation et l'alphabétisation, les expériences de l'enfance, les environnements physiques, les soutiens sociaux et les capacités d'adaptation, les comportements sains, l'accès aux services de santé, la biologie et la génétique, le genre, la culture et la race/le racisme (Canada, 2022). Bien que la responsabilité première de la

santé relève de la compétence des provinces et des territoires, les gouvernements locaux ont un rôle important à jouer en ce qui concerne la santé et le bien-être de leurs résidents en fournissant des services de santé publique, des services paramédicaux, des services de loisirs et des maisons de soins de longue durée.

Par exemple, le Département de la santé de **la région de Halton** (ON)<sup>3</sup> gère des Cliniques de santé sexuelle dans cinq endroits de la Région. Toutes les cliniques sont gratuites et n'exigent pas de carte de santé pour l'accès à leurs services et programmes. Les professionnels de la santé fournissent des services de santé confidentiels, notamment des services de contrôle des naissances et de grossesse pour les jeunes et les jeunes adultes, y compris des conseils en matière de contrôle des naissances, la contraception d'urgence, de préservatifs gratuits, des conseils et des soutiens en matière de grossesse, ainsi que des services de santé associés aux infections sexuellement transmissibles et transmises par le sang pour tous les âges, y compris des tests de dépistage du VIH et des IST. Les cliniques proposent également des produits gratuits d'échange de seringues, des produits de réduction des risques et des kits de prévention des surdoses à base de naloxone. L'accessibilité a également été prise en compte : les cinq cliniques sont accessibles aux personnes en fauteuil roulant et disposent d'un parking gratuit ; les résidents bénéficient également de services d'interprétation en langue étrangère.

Conformément aux déterminants de la santé, la **ville de Yellowknife** (T.N.-O.) a mis en place un programme baptisé Accès pour tous qui « fournit un accès gratuit aux activités récréatives et aux transports en commun pour les citoyens et/ou les familles en situation de faible revenu ». Ce programme offre aux résidents et aux familles à faible revenu un abonnement (annuel) aux transports en commun<sup>4</sup> et un abonnement d'un an au *Family Flexi Pass* pour les installations de loisirs et les programmes d'accueil [pour les enfants]. De même, le District régional de Comox Valley, en partenariat avec la ville de Courtenay, la ville de Comox et le village de Cumberland, a lancé un programme pilote qui aide à réduire les obstacles financiers auxquels se heurtent les jeunes désireux d'accéder à des programmes de loisirs. Dans le cadre du *Leisure for Everyone Accessibility Program* [Programme d'accessibilité universelle aux loisirs] (LEAP), les enfants et les jeunes de 18 ans et moins issus de ménages à faible revenu peuvent bénéficier de 52 entrées gratuites par an dans des programmes de loisirs proposés par les autorités locales.

---

[HRM Washrooms & Drinking Fountains Strategy](#)  
[Stratégie de la MRH en matière de toilettes et de fontaines à boire]

Halifax, NS | Centre urbain (Population : 439 819)

Des recherches ont montré que « l'activité physique est un choix judicieux et efficace pour atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale » et le fait de disposer de toilettes publiques et de fontaines d'eau favorise une vie active et l'exploration de l'extérieur (Marconcin et al., 2022). En 2020, la **municipalité régionale d'Halifax** (NS) a lancé la stratégie *HRM Washrooms & Drinking Fountains* comme cadre décisionnel concernant les toilettes et les fontaines dans les parcs récréatifs gérés par la municipalité. Celle-ci vise à garantir que la MRH est stratégique dans la manière d'identifier et de prioriser l'emplacement de ces installations dans les parcs existants et futurs (MRH Halifax, 2020). La stratégie présente également « des informations sur les coûts et des recommandations pour la modernisation et la construction de toilettes et de fontaines à boire qui sont priorisées dans différents parcs de la municipalité », avec un

---

<sup>3</sup> La région de Halton sert les résidents et les entreprises des quatre municipalités distinctes de la ville de Burlington et des villes de

Halton Hills, Milton et Oakville en fournissant des programmes et des services partagés, notamment : le développement économique, les services pour les enfants et les personnes âgées, la planification des urgences, le logement et l'infrastructure, la gestion de l'eau et des déchets, la santé publique et les services paramédicaux.

<sup>4</sup> De nombreux gouvernements locaux ont mis en place des programmes similaires pour des transports en commun abordables, comme ceux de Hamilton, d'Ottawa ou de Winnipeg.

investissement important de fonds publics (Ibid., p. 5). En fait, la stratégie comprend une recommandation cherchant « l'élaboration des plans d'affaires annuels pour les projets de toilettes et de fontaines à boire, qui seront pris en compte dans les budgets d'investissement annuels » (Ibid., p. 1).

Plusieurs facteurs ont été pris en compte dans l'élaboration de la stratégie, notamment l'universalité, le genre, les personnes âgées, le tourisme, la saisonnalité et les familles. L'application d'une optique intersectionnelle a permis de déterminer les besoins de divers segments de la population. Une consultation a également été menée auprès du personnel et certaines des principales discussions ont porté sur des questions liées à la sécurité, à l'entretien, à l'esthétique, au coût, aux heures d'accès, à l'accessibilité et aux commodités. Par conséquent, la conception universelle et l'accessibilité occupent également une place importante dans les recommandations de la stratégie.

Le personnel municipal reconnaît également, compte tenu de la pandémie, que l'accès aux toilettes publiques et aux fontaines à boire va au-delà des besoins en matière de loisirs, mais inclut également des considérations d'équité, en particulier pour les populations les plus vulnérables. L'accès aux toilettes publiques étant une infrastructure essentielle, HRM reconnaît qu'une analyse plus approfondie de ces considérations est nécessaire dans le cadre de la révision future de la stratégie.

### Évaluation GDEIB *Stratégie de la MRH en matière de toilettes et de fontaines à boire*

FONDEMENTS	LIAISON	EXTERNE
<b>Vision</b> : Meilleure pratique <b>Leadership</b> : Non applicable <b>Structure</b> : Indéterminable	<b>Évaluation</b> : Meilleure pratique <b>Apprentissage</b> : Non applicable	<b>Communauté</b> : Avant-gardiste <b>Services &amp; Produits</b> : Avant-gardiste

### Axe prioritaire 3 : Violence basée sur le genre

« La violence basée sur le genre est l'une des violations des droits de la personne les plus répandues, les plus meurtrières et les plus profondément enracinées. Celle-ci constitue un obstacle important à la sécurité et au bien-être des individus et des communautés » ( Sécurité publique Canada, 2020). « La violence basée sur le genre (est) définie comme une violence commise à l'encontre d'une personne en raison de son identité de genre, de son expression de genre ou de son genre présumé » (Cotter et Savage, 2019). Au Canada, plus de 11 millions de personnes auraient été agressées physiquement ou sexuellement depuis l'âge de 15 ans (Ibid.). Des études menées par Statistique Canada montrent que « les jeunes femmes et les

femmes appartenant à une minorité sexuelle sont plus susceptibles de subir des comportements sexuels non désirés en public ». Les études montrent également que les hommes appartenant à une minorité sexuelle sont plus susceptibles de subir des comportements sexuels non désirés en public par rapport aux hommes hétérosexuels (Ibid.). « En outre, les femmes qui s'identifient comme appartenant à un groupe autochtone (Premières Nations, Métis ou Inuits) sont plus susceptibles de déclarer avoir subi des violences depuis l'âge de 15 ans que leurs homologues non-autochtones (55 % contre 38 %, respectivement) » (Ibid.).

De nombreux gouvernements locaux se sont engagés dans la lutte contre la violence basée sur le genre. L'un des moyens les plus courants est la campagne de sensibilisation du public, notamment, les cérémonies de lever du drapeau et les proclamations faites à l'hôtel de ville pour commémorer le mois de la sensibilisation aux agressions sexuelles (avril), les 16 jours d'activisme contre la violence fondé sur le sexe (25 novembre – 10 décembre) et la journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes (6 décembre). Ci-dessous quelques exemples relatifs à certaines municipalités canadiennes :

- La **municipalité régionale de comté d'Argenteuil** (QC) a lancé une campagne de sensibilisation intitulée « *La violence conjugale ne saute pas toujours aux yeux* » afin d'encourager les personnes victimes de violence conjugale à demander de l'aide de toute urgence, en réponse à l'augmentation du nombre de cas de violence conjugale, en particulier au plus fort de la pandémie.
- La **ville de Moose Jaw** (SK) a proclamé le 12 mai *Journée de la campagne Moose Hide*, un mouvement populaire dirigé par des Autochtones et composé d'hommes, de garçons et de tous les Canadiens qui se lèvent pour mettre fin à la violence contre les femmes et les enfants.
- La **ville de Charlottetown** (PE), en partenariat avec le gouvernement provincial, le Conseil consultatif de l'Île-du-Prince-Édouard sur la Condition féminine, l'Aumônerie communautaire provinciale et le Centre d'aide aux victimes de viol et d'agression sexuelle de l'Î.-P.-É., a publié en 2017 une série de vidéos intitulée « *Make it Your Business* » - qui encourage les vidéos d'intervention faites par les témoins pour intervenir en toute sécurité lorsqu'ils sont témoins de violences en milieu de travail et dans les espaces publics.
- La **ville d'Edmonton** (AB) s'est associée à des organisations communautaires telles que Men Edmonton et Hollaback Alberta pour faire des hommes et des garçons des alliés actifs et des participants à la lutte contre la violence fondée sur le sexe grâce à la campagne publique « *This is What it feels like* [C'est ce qu'on ressent] » visant à lutter contre le harcèlement de rue.

---

*Indigenous Women & Girls and Two-Spirit People Coming Home Report*

[Rapport sur le retour des femmes & des filles autochtones et des personnes bispirituelles<sup>[50]</sup>]

Saskatoon, SK | Centre urbain (Population : 266 141)

Le rapport « *Indigenous Women & Girls and Two-Spirit People Coming Home* » de la ville de Saskatoon est un travail de recherche approfondi qui s'appuie sur le mode de connaissance autochtone, sur les aînés et les gardiens du savoir autochtones, y compris l'écoute des grands-mères et des tantes. Le processus est ancré dans une perspective de décolonisation, un cadre éthique, l'intersectionnalité et une pratique tenant compte des traumatismes. Elle s'est appuyée sur les perspectives croisées des femmes et des filles autochtones et des personnes bispirituelles qui ont vécu non seulement l'indigénéité, mais aussi la violence basée sur le genre. Le rapport a été guidé par le groupe consultatif *MMIWG2S [FFADA]* de la ville de Saskatoon et par un groupe diversifié de chercheurs comprenant également des membres de l'équipe issus des communautés autochtones. Il a été élaboré avec pour objet de repérer des actions tangibles permettant à la ville de Saskatoon de répondre aux appels à la justice contenus dans le Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, *Réclamer Notre Pouvoir et Notre Place* (2019).

Ce rapport a permis d'amplifier la voix des personnes et des familles autochtones ayant vécu certaines expériences. Le rapport et ses recommandations « visent à informer la stratégie et le plan d'action à long terme de la ville de Saskatoon sur la façon d'améliorer la qualité de vie, la santé et la sécurité des femmes, des filles et des personnes bispirituelles autochtones qui subissent toutes les formes de violence, de traumatisme et/ou d'exploitation » (Ville de Saskatoon, s.d., p. 10). Ce rapport souligne de quelle manière la ville de Saskatoon pourrait créer un espace pour les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones afin d'instaurer un climat de confiance et de soutenir les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones dans tous les aspects visant à faire de la Saskatoon une ville accueillante et inclusive pour tout le monde. Le rapport a identifié les contraintes structurelles et les barrières systémiques qui contribuent à la violence et à l'exploitation subies par les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones, ainsi que les approches permettant d'améliorer leur sécurité, y compris les partenaires à associer pour un changement durable, à savoir, l'embauche d'un Représentant indépendant des matriarches et la coordination des services au sein des différent(e)s départements/unités municipales.

### Évaluation GDEIB *Rapport sur le retour des femmes et des filles autochtones et des personnes bispirituelles*

FONDEMENTS	LIAISON	EXTERNE
<b>Vision :</b> Meilleure pratique <b>Leadership :</b> Avant-gardiste <b>Structure :</b> Avant-gardiste	<b>Évaluation :</b> Indéterminable <b>Apprentissage :</b> Meilleure pratique	<b>Communauté :</b> Meilleure pratique <b>Services &amp; Produits :</b> Meilleure pratique

#### Axe prioritaire 4 : Sécurité alimentaire

La pandémie exacerbe la crise mondiale de la faim. « Les effets de la pandémie de COVID-19 mettent en évidence les failles existantes dans les systèmes alimentaires, dont beaucoup découlent des inégalités entre les sexes et du traitement injuste que vivent les femmes et les jeunes filles. Bien que la plupart des producteurs et des fournisseurs de nourriture pour les ménages soient des femmes et des filles, les contributions de celles-ci sont souvent invisibles » (CARE, s.d., p. 2). Au niveau national, « en 2017-18, 1 ménage sur 8 au Canada était en situation d'insécurité

alimentaire<sup>5</sup>, soit 4,4 millions de personnes, dont plus de 1,2 million d'enfants » (PROOF, 2022). Selon Statistique Canada (2020) « les familles monoparentales dirigées par les femmes sont les plus susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire (25,1 %), suivies par les familles monoparentales dirigées par les hommes (16,3 %) et les couples avec enfants (7,3 %) ». Plus de 360 000 ménages canadiens dont la principale source de revenus est constituée par les prestations gouvernementales sont en situation d'insécurité alimentaire (Ibid.). C'est au Nunavut que l'insécurité alimentaire est la plus forte, et elle est également liée à l'insécurité du logement et à la pauvreté.

Il existe un mouvement qui prend de l'ampleur en faveur des jardins communautaires et de la production alimentaire locale comme moyen d'atténuer certaines pressions liées à l'insécurité alimentaire.

---

<sup>5</sup> Selon Statistique Canada (2020), « l'insécurité alimentaire existe lorsque les membres du ménage déclarent avoir des problèmes avec la qualité ou la quantité de nourriture consommée (insécurité alimentaire modérée) ou avoir subi une réduction de l'apport alimentaire ou une perturbation des habitudes alimentaires (insécurité alimentaire grave) ».

Les gouvernements locaux sont dans une position unique, considérant que les jardins communautaires favorisent également une vie active et peuvent contribuer au sentiment d'appartenance des gens au niveau du quartier. Les municipalités peuvent également ouvrir la voie à l'affectation de parcelles de terrain et contribuer à la création de jardins communautaires en s'appuyant sur les exigences en matière de zonage et de code.

Par exemple, la **ville de North Vancouver** (Colombie-Britannique) se focalise sur la consommation d'aliments produits localement, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire de ses résidents et à la durabilité de l'environnement. « La ville soutient l'alimentation locale par le biais de marchés de producteurs, de jardins communautaires, de fermes urbaines, d'organisations communautaires (telles que le projet *Edible Garden Project*) et d'autres initiatives qui mettent en relation les consommateurs et les producteurs » (Ville de North Vancouver, 2021). Ils travaillent également avec des organisations communautaires locales afin d'améliorer l'accès des résidents à la nourriture. Par exemple, la ville est signataire de la *North Shore Community Food Charter [Charte alimentaire de la Communauté de la Rive Nord]* qui vise à intégrer les systèmes alimentaires dans la zone locale, notamment par l'utilisation d'un outil de cartographie alimentaire.

Dans la **ville de Riverview** (NB), le gouvernement local gère un jardin communautaire qui comprend 40 parcelles creusées, 21 plates-formes surélevées et 3 plates-formes accessibles aux fauteuils roulants, que les résidents peuvent louer au prix de 25 dollars plus taxes par parcelle pour l'année. Cette initiative est gérée par le Service des parcs, des loisirs et des relations communautaires. Il vise à cultiver un jardin communautaire sûr et accueillant où les résidents peuvent se réunir, être actifs et partager leurs connaissances et leur expérience du jardinage, afin de renforcer la communauté et le sentiment d'appartenance, de promouvoir un mode de vie actif et d'améliorer l'accès aux fruits et légumes. La ville dispose d'un document d'une page accessible aux résidents intéressés qui explique comment s'inscrire, les lignes directrices de la communauté, les instructions sur la manière d'entretenir les parcelles et les considérations liées aux précautions de santé et de sécurité associées à la COVID-19. La ville a également créé un système d'enregistrement en ligne facile à utiliser pour les locations de parcelles. Elle profite également de

cette occasion pour impliquer ses résidents en demandant à des volontaires de l'aider à entretenir les jardins.

### *Politique sur le développement et l'exploitation des jardins communautaires*

Kingston, ON | Centre urbain (Population : 132,485)

Lancée en 2016, la ville de Kingston a institué une Politique sur le développement et l'exploitation des jardins communautaires qui est administrée par la Direction des services de loisirs de la ville. La déclaration de politique générale est très claire en ces termes : « (l) a Ville de Kingston reconnaît le jardinage communautaire comme un moyen d'offrir des opportunités actives et sociales pour améliorer la santé et le bien-être, de connecter les gens à la nature, d'assurer la protection et l'utilisation des espaces ouverts publics, l'éducation environnementale et la réduction de l'insécurité alimentaire » (Ville de Kingston, 2016, p. 1). Cette politique intervient également après que le Conseil a fait de la sécurité alimentaire une priorité stratégique en 2015 dans le cadre de son plan pour un Kingston durable. Cette politique fournit des « lignes directrices pour le développement et l'exploitation des jardins communautaires sur les terrains appartenant à la municipalité » (Ibid.). L'inclusion est au cœur de ses activités, l'égalité d'accès aux jardins communautaires étant un objectif directeur. Par exemple, les considérations relatives à l'accessibilité sont très importantes, y compris l'accessibilité des parkings.

En ce qui concerne l'exploitation des jardins communautaires, la ville « maintiendra un fonds annuel pour soutenir le développement de nouveaux jardins communautaires ainsi que l'amélioration/l'entretien des jardins communautaires existants » (Ibid.). La ville fournira également des informations sur la manière de développer et d'entretenir les jardins communautaires, y compris d'autres sources potentielles de financement. La ville soutiendra également la sensibilisation du public afin d'encourager un plus grand nombre de résidents à participer à l'initiative et en assurer la durabilité.

Du point de vue de l'équité, outre la promotion de la santé, l'amélioration de l'accès à la nourriture aide les résidents les plus vulnérables, tels que les ménages à faible revenu. La politique prend également en compte l'accessibilité, y compris les plates-bandes accessibles, et s'engage à garantir l'égalité d'accès à tous les résidents de Kingston.

### **Évaluation GDEIB** *Politique sur le développement et l'exploitation des jardins communautaires*

<b>FONDEMENTS</b>	<b>LIAISON</b>	<b>EXTERNE</b>
<b>Vision</b> : Indéterminable <b>Leadership</b> : Non applicable <b>Structure</b> : Meilleure pratique	<b>Évaluation</b> : Non applicable <b>Apprentissage</b> : Indéterminable	<b>Communauté</b> : Meilleure pratique <b>Services &amp; Produits</b> : Meilleure pratique

## Axe prioritaire 5 : Services municipaux pour les enfants

Au Canada, la fourniture de services sociaux relève essentiellement de la compétence des provinces et des territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867* (Cameron, 2009), en grande partie. Cela inclut les services sociaux pour le bien-être des enfants. Cependant, « l'Ontario est unique au Canada en ce sens que les municipalités jouent un rôle central dans la planification, le financement et l'administration des services de la petite enfance et des services de garde d'enfants agréés » (OMSSA, 2018). L'un des domaines où les compétences se chevauchent est celui des programmes de loisirs qui sont plus souvent assurés par les gouvernements locaux.

En ce qui concerne les services municipaux destinés aux enfants, par exemple, le programme de subvention pour les frais de garde d'enfants du comté de **Middlesex** (ON) aide les familles à faible revenu à recevoir des fonds pour leur permettre d'accéder à des services de garde d'enfants. Pour pouvoir en bénéficier, les intéressés doivent avoir des enfants âgés de 0 à 12 ans, être résidents du comté de Middlesex, être employés ou inscrits dans une école, ou avoir un enfant envoyé par une agence d'orientation reconnue ou par un médecin pour des raisons de développement. Vu que le programme est mandaté par la province et que son financement est plafonné, le comté de Middlesex se trouve actuellement sur une liste d'attente, car il n'y a pas de fonds pour inscrire de nouveaux enfants ou de nouvelles familles. Le programme a également établi une liste d'attente prioritaire pour les parents dont les revenus familiaux sont inférieurs à 20 000 dollars, puis pour ceux dont les revenus sont inférieurs à 30 000 dollars. Cela permet de s'assurer que le programme de subvention donne la priorité aux familles qui ont le plus besoin d'aide.

Des programmes culturellement adaptés sont nécessaires pour les services offerts aux populations marginalisées. Par exemple, le *Kenora Anishinaabe-Kweg Aboriginal Head Start Program* [Programme d'aide préscolaire aux Autochtones de Kenora Anishinaabe-Kweg] dans la **ville de Kenora** (ON) vise à soutenir les enfants indigènes vivant en milieu urbain et leurs familles en leur offrant des services de garde d'enfants culturellement adaptés qui mettent en œuvre les Sept enseignements des aînés, à savoir, le respect, l'amour, l'honnêteté, le courage, l'humilité, la sagesse et la vérité. Leur programme vise à faire revivre la langue et la culture Ojibwé, en particulier, chez les enfants et les familles autochtones vivant en milieu urbain. Il prend également en compte le Guide alimentaire canadien pour les populations autochtones afin de s'assurer que les enfants bénéficient d'une alimentation adaptée à leur culture. Le programme a pour objet de travailler avec les parents et de les soutenir afin d'appuyer et de renforcer la croissance et les capacités de leurs enfants. Tout en tenant compte de la primauté de la communauté dans les cultures indigènes, le programme travaille également avec la famille élargie des enfants et invite les aînés, les enseignants culturels et les Gardiens du savoir à collaborer et à apporter leur contribution.

### *Politique d'accompagnement au Club été pour les enfants ayant une situation de handicap*

Magog, QC | Communauté rurale (Population : 27 430)

La Politique d'accompagnement au Club été pour les enfants ayant une situation de handicap de la Ville de Magog (QC) vise à soutenir et à offrir des expériences positives aux enfants âgés de 4 à 12 ans ayant des capacités différentes grâce à un camp de jour du Club été qui offre un environnement sécuritaire, amusant et accessible aux enfants. Une vingtaine d'enfants en situation de handicap y participent chaque année. La politique encourage l'intégration et l'insertion des enfants en situation de handicap, et ce, pour leur permettre de participer activement à toutes les activités proposées dans le camp. Un accompagnateur est assigné à chaque enfant pendant le camp, et son rôle est d'assurer la sécurité de l'enfant, de l'aider à s'adapter et à participer pleinement [au programme].

Cette politique précise les responsabilités de la Ville, à savoir : apporter un soutien aux candidats, acheminer, sous le sceau de la confidentialité, les formulaires de demande au comité d'évaluation, communiquer la décision aux familles, fournir des informations aux responsables du Camp d'été et veiller à ce que les enfants en situation de handicap soient en mesure de participer pleinement aux activités. S'il existe un doute raisonnable quant à la raison pour laquelle un enfant pourrait être considéré comme inadmissible au Club d'été, la Ville consultera les agences professionnelles et les organisations communautaires œuvrant auprès de l'enfant sur une base régulière pour obtenir des conseils supplémentaires. Si, à l'issue de la consultation, l'enfant est toujours considéré comme inadmissible, la Ville contactera, par la suite, les parents ou les tuteurs légaux de l'enfant pour les informer de la décision négative et de l'analyse du cas qui a conduit à cette décision. Le cas échéant, la Ville collabore avec les parents ou les tuteurs légaux et les organisations partenaires pour trouver des solutions de rechange au Club été pouvant répondre de manière adéquate aux besoins de l'enfant.

### **Évaluation GDEIB** *Politique d'accompagnement au Club été pour les enfants ayant une situation de handicap*

<b>FONDEMENTS</b>	<b>LIAISON</b>	<b>EXTERNE</b>
<b>Vision</b> : Proactif <b>Leadership</b> : Meilleure pratique <b>Structure</b> : Meilleure pratique	<b>Évaluation</b> : Indéterminable <b>Apprentissage</b> : Indéterminable	<b>Communauté</b> : Meilleure pratique <b>Services &amp; Produits</b> : Meilleure pratique

Axe prioritaire 6 : Services municipaux pour les jeunes

La **Cité de Dorval** (QC) a créé un Comité consultatif de la jeunesse en novembre 1988 dans le but

d'atteindre un plus grand nombre de jeunes et d'encourager l'engagement civique. Le comité regroupe au plus 15 jeunes résidents âgés de 12 à 17 ans. Le comité se réunit quatre fois par an et discute des projets ciblant la jeunesse, fait des recommandations au Conseil [municipal] et participe à la planification, au développement et à la mise en œuvre de programmes et d'activités en rapport avec les besoins des jeunes. Par exemple, Dorval a un programme appelé *Zone ados* qui offre un lieu de rencontre où les jeunes peuvent socialiser et s'engager dans différentes activités, y compris un espace d'accueil ouvert ainsi qu'une programmation structurée. Selon leur site web, la Zone Ados est « (un) lieu pour les jeunes, créé par les jeunes ! » (Cité de Dorval, 2017).

Le programme *Youth Live* de la **municipalité régionale de Halifax** (Nouvelle-Écosse) offre aux jeunes la possibilité d'acquérir des compétences professionnelles et des aptitudes à la vie quotidienne. Le programme s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 24 ans qui sont au chômage et ne suivent pas d'études à temps plein. Il offre aux participants 24 semaines d'emploi rémunéré ainsi que des ateliers de préparation à l'emploi pour leur permettre d'améliorer leurs compétences en matière d'employabilité. Le programme offre une expérience précieuse permettant d'affiner diverses compétences telles que le leadership, le service à la clientèle, l'organisation et la gestion de trésorerie. Il donne également aux jeunes la possibilité de recevoir leur certification en Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), Premiers Secours et Sécurité Alimentaire. En outre, les Services des parcs et des loisirs de la municipalité offrent des possibilités d'emploi en alternance.

---

#### *Programme de santé mentale pour les enfants et les adolescents*

Hamilton, ON | Centre urbain (Population : 569 355)

Les Services de santé publique de **la ville de Hamilton** (ON) proposent un programme de santé mentale ambulatoire pour les enfants, les jeunes de moins de 18 et pour les familles de ceux-ci. Dans le cadre de ce programme, la ville offre un soutien médical gratuit et confidentiel en ce qui concerne : les difficultés sociales, émotionnelles et comportementales ; l'automutilation ; les pensées suicidaires ; l'anxiété ; la dépression ; le deuil ; le genre et la sexualité ; les conflits familiaux et la séparation familiale ; les traumatismes ; les incendies ; et les difficultés scolaires. Le programme est également explicite en ce qui concerne l'offre de « services adaptés à la culture et/ou de services de traduction, y compris des services en langue des signes américaine » aux résidents qui en ont besoin. Conformément aux principes *ne pas nuire* et de sécurité dans la collecte des données, la ville est également transparente en ce sens qu'elle s'engage ouvertement à protéger « les renseignements personnels sur la santé de tous ses clients, et à demander le consentement avant de partager toute information les concernant » (Ville de Hamilton, 2022).

Ce programme offre également deux points d'entrée pour accéder à un soutien en matière de santé mentale. Les séances individuelles de conseil en santé mentale sont peu contraignantes et les résidents peuvent remplir un formulaire d'inscription en ligne pour s'inscrire eux-mêmes. La ville s'efforce de répondre dans un délai de 1 à 2 jours ouvrables pour fixer un rendez-vous. Dans un contexte de traumatisme collectif lié à la pandémie et à l'attention renouvelée sur le racisme et la discrimination, ainsi qu'à la disponibilité limitée des ressources en matière de santé mentale dans certaines juridictions au Canada, ce mode d'accès direct et d'auto-recours au programme est louable. Si les résidents ont besoin de conseils et de thérapies

à plus long terme, la procédure de demande a également été clairement indiquée sur le site web de la ville, conformément aux principes de la clarté du langage et de l'accessibilité. Une référence par Contact Hamilton est nécessaire pour s'assurer que le soutien est orienté vers les services les plus appropriés.

Le site web du programme propose également des informations pertinentes pour alléger la charge des résidents. Ce site fournit des informations sur leur approche des soins, sur ce que les résidents sont tenus de faire avant la visite, sur ce à quoi ils peuvent s'attendre pendant la visite et sur la manière dont la rétroaction des résidents sera utilisée pour améliorer la prestation des services.

### Évaluation GDEIB *Programme de santé mentale pour les enfants et les adolescents*

FONDEMENTS	LIAISON	EXTERNE
<p><b>Vision</b> : Meilleure pratique</p> <p><b>Leadership</b> : Non applicable</p> <p><b>Structure</b> : Meilleure pratique</p>	<p><b>Évaluation</b> : Indéterminable</p> <p><b>Apprentissage</b> : Non applicable</p>	<p><b>Communauté</b> : Meilleure pratique</p> <p><b>Services &amp; Produits</b> : Meilleure pratique</p>

### Axe prioritaire 7 : Services municipaux pour les personnes âgées (seniors)

Les initiatives qui fournissent aux personnes âgées (ou seniors) des soins personnalisés pour garantir leur santé et leur sécurité soutiennent leur indépendance et affirment leur dignité. La pandémie de COVID-19 a démontré les effets néfastes de l'isolement sur le bien-être mental, psychologique, émotionnel et général des individus, ce qui a eu un impact aigu sur les personnes âgées. Ces défis exacerbent la marginalisation préexistante vécue par les personnes âgées dans toute leur intersectionnalité, y compris le sexe, le genre, la race, l'ethnicité, la langue et les capacités différentes. Les différents niveaux de gouvernement ont pris des mesures actives pour atténuer ces défis afin de mieux soutenir la qualité de vie des personnes âgées au Canada.

La **municipalité régionale de comté d'Argenteuil** (QC) propose un programme de pairs offrant un service d'appel automatisé gratuit, lancé en 2021, aux personnes âgées, en particulier à celles qui vivent seules, afin d'assurer leur santé et leur sécurité. Le programme de pairs affirme l'autonomie des personnes âgées et leur permet de rester chez elles plus longtemps tout en minimisant les risques sanitaires et sécuritaires. Les appels automatisés sont effectués tous les jours à une heure prédéterminée, sept jours sur sept. Si aucune réponse n'est reçue, les protocoles sont suivis pour déterminer si la personne âgée est en détresse et si des services d'urgence sont nécessaires. Depuis le début du programme au Québec, de nombreuses personnes âgées ont été aidées et sauvées de situations mettant leur vie en danger.

Un autre exemple des initiatives municipales en faveur des personnes âgées est celui de la **ville d'Iqaluit** (NU), appelé Le Qammaq des aînés. Ce programme propose un centre de jour réservé aux aînés autochtones et offre un espace sûr et accueillant pour [permettre à ces derniers de] se réunir et se rencontrer. Administré et soutenu par le gouvernement local, il constitue une reconnaissance des besoins de la population locale et de l'importance ainsi que du rôle central des aînés dans les communautés indigènes. Le centre propose des activités

organisées et des événements spéciaux cinq jours par semaine, à raison de 3,5 heures par jour. Il permet également aux aînés de se réunir, de socialiser, de cuisiner et de partager un repas, et d'explorer leur créativité par le biais de l'art. Grâce à ces programmes, la culture et les traditions indigènes sont soutenues et encouragées à s'épanouir.

### *Vers une communauté amie des aînés*

Abbotsford, BC | Centre urbain (Population : 147 700)

Le document ***Towards an Age-Friendly Community [Vers une communauté amie des aînés]*** de la ville d'Abbotsford (C.-B.) a été créé pour compléter la stratégie 2017 de la ville en faveur des aînés. L'objectif d'Abbotsford est de veiller à ce que les personnes âgées et les adultes plus âgés vivant avec un handicap, une maladie chronique ou dans des situations précaires telles que le sans-abrisme puissent recevoir l'aide, le soutien et les ressources dont ils ont besoin. La stratégie met l'accent sur la nécessité d'un traitement équitable et juste des personnes âgées en :

- Relevant les défis divers et uniques auxquels sont confrontées les personnes âgées en matière de logement, de soins de santé et de sécurité alimentaire
- Reconnaisant que la santé mentale et l'inclusion sociale sont des aspects importants qui contribuent au bien-être général [des personnes âgées].

En outre, la stratégie aligne ses buts et objectifs sur le projet mondial des villes [et communautés] amies des aînés de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) afin d'identifier les communautés amies des aînés, y compris les huit (8) domaines suivants : espaces extérieurs et bâtiments, transport, logement, participation sociale, respect et inclusion sociale, participation civique et emploi, communication et information, et soutien à la communauté et services de santé. La stratégie s'est également penchée sur les besoins fondamentaux des personnes âgées, tels que le transport, le logement, la santé mentale et l'inclusion sociale, l'accès coordonné et l'éventail des soins, y compris les soins de longue durée, et le soutien aux personnes âgées vulnérables, notamment à celles qui peuvent être confrontées à l'insécurité du logement, à de faibles revenus, à l'insécurité alimentaire ou à la maltraitance ciblant les personnes âgées. Par ailleurs, la stratégie s'est penchée sur la population des personnes âgées d'Abbotsford, en tenant compte de leur intersectionnalité, notamment de leur diversité ethnoculturelle, de leur indigénéité et de leurs capacités différentes.

### Évaluation GDEIB *Vers une communauté amie des aînés*

<b>FONDEMENTS</b> <b>Vision</b> : Meilleure pratique <b>Leadership</b> : Indéterminable <b>Structure</b> : Meilleure pratique	<b>LIAISON</b> <b>Évaluation</b> : Meilleure pratique <b>Apprentissage</b> : Indéterminable	<b>EXTERNE</b> <b>Communauté</b> : Avant-gardiste <b>Services &amp; Produits</b> : Meilleure pratique
--	---	---

## Axe prioritaire 8 : Services municipaux pour les populations racialisées et les nouveaux arrivants

En 2020, les immigrants et les nouveaux arrivants au Canada représentaient environ 21,5 % de la population canadienne (Statista, 2021). Ils font partie intégrante de la société et de l'économie canadiennes, représentant près de 100 % de la croissance de la main-d'œuvre canadienne (Canada, 2022). La plupart des immigrants au Canada sont racialisés et marginalisés, étant confrontés à des inégalités et à un racisme systémique dans presque tous les secteurs, y compris la santé, l'éducation, l'emploi et le système de justice pénale (Canada, 2016; Grenier, 2017). Les inégalités, la discrimination et le racisme sont malheureusement des expériences communes aux populations autochtones, noires et racialisées du Canada (Gerami, 2020). Avec le regain d'intérêt pour l'équité et la lutte contre le racisme, plusieurs juridictions à travers le Canada entreprennent des initiatives pour remédier à ces inégalités et à ladite marginalisation.

L'Éducation antiraciste **de la ville de Saskatoon** (SK) en est un exemple. Il s'agit d'une campagne de sensibilisation du public aux nombreuses formes de racisme, aux facteurs sociaux, économiques, historiques et politiques qui y contribuent et l'influencent, ainsi qu'aux différents moyens de lutter activement contre la discrimination et l'inégalité raciales et de les prévenir. La campagne de la ville intitulée « *I am the Bridge Anti-Racism Campaign* » vise à susciter le dialogue sur le racisme et à inciter les résidents à s'élever contre le racisme, à faire preuve d'ouverture d'esprit et à accueillir toutes les personnes de cultures différentes.

Le *Performing Arts Internship and Co-op Program for Black and Indigenous Youth* [Programme de coopération et de stage dans les arts du spectacle pour les jeunes noirs et autochtones] de la **ville de Brampton** (ON) est un autre excellent exemple des moyens par lesquels les autorités locales soutiennent les populations racialisées et les nouveaux arrivants. Ce programme contribue à lever certains des obstacles économiques auxquels sont confrontés les jeunes Noirs et les jeunes Autochtones qui souhaitent suivre une formation ou faire carrière dans le domaine des arts du spectacle. Conçue par et pour les jeunes Noirs et indigènes, cette initiative contribue à améliorer la compréhension culturelle, favorise les possibilités de mentorat et de développement professionnel, et prépare les jeunes à des opportunités de leadership dans le domaine des arts créatifs. Gérée par la ville de Brampton, en partenariat avec l'Université d'Algoma et les conseils scolaires locaux, cette initiative renforce la stratégie de diversité et d'inclusion de la ville ayant pour but d'attirer et de retenir un nombre croissant de talents divers et de jeunes représentatifs de la communauté.

---

*Free of Fear Services for All Policy [Politique de services sans peur pour tous]*

London, ON | Centre urbain (Population : 543 551)

La **ville de London** (ON) a promulgué en 2018 sa politique « *Free of Fear Services for All* [Des

*services sans crainte pour tous* », dont l'objectif est de « permettre aux résidents de London dont le statut d'immigration est incertain ou inexistant d'accéder aux services de la ville sans craindre que la ville demande et fournisse des informations sur leur statut d'immigration à d'autres institutions publiques ou ordres de gouvernement ». Cette politique permet à tous les résidents d'accéder de manière significative aux services fournis par la municipalité et d'attendre du respect de la part du personnel de la ville. Cette politique est mise en œuvre par la division antiracisme et anti-oppression de la ville et a adopté une pratique de non-divulgaration par le personnel municipal afin de garantir que les services de la ville sont fournis à chaque résident sans qu'il soit nécessaire de fournir une preuve de son statut d'immigrant. De nombreux services et ressources de la ville sont accessibles uniquement sur présentation d'une pièce d'identité qui, dans certains cas, peut être une simple facture d'électricité ou de services sur laquelle figure l'adresse actuelle de la personne pour prouver sa résidence. La politique fournit également un cadre pour le respect des règles, puisque « l'Équipe de la haute direction de la ville est collectivement et individuellement responsable du respect de cette politique » (Ville de London, 2021). Elle stipule aussi explicitement que les responsables sont « chargés de veiller à ce que le personnel connaisse et respecte cette politique et à ce qu'aucune autre politique ou procédure ne soit élaborée en contradiction avec celle-ci » et que « les employés sont chargés de fournir des services à tous les résidents d'une manière respectueuse et significative et de ne pas s'enquérir directement ou indirectement du statut d'immigrant, sauf si la loi l'exige comme condition d'éligibilité pour l'accès à certains services spécifiques » (Ibid.).

#### Évaluation GDEIB *Programme de santé mentale pour les enfants et les adolescents*

FONDEMENTS	LIAISON	EXTERNE
<b>Vision</b> : Meilleure pratique <b>Leadership</b> : Meilleure pratique <b>Structure</b> : Meilleure pratique	<b>Évaluation</b> : Indéterminable <b>Apprentissage</b> : Indéterminable	<b>Communauté</b> : Meilleure pratique <b>Services &amp; Produits</b> : Meilleure pratique

#### Axe prioritaire 9 : Réconciliation et peuples autochtones

L'histoire du colonialisme au Canada et des politiques d'assimilation telles que le Système des pensionnats indiens (SPI) et la « *Rafle des années 60* » a considérablement détérioré les relations entre les peuples autochtones et non autochtones. Le chemin de la réconciliation est un processus long et complexe et [le rapport intitulé] Commission de vérité et de réconciliation du Canada [baptise] Appels à l'action (2015) propose une voie à suivre. Il reste beaucoup à faire dans ce processus de guérison et de restauration pour s'attaquer aux pratiques oppressives qui ont créé des inégalités importantes.

Le projet Tawâw est l'un des moyens par lesquels la **municipalité régionale de Wood Buffalo** (AB) s'efforce d'établir des relations significatives avec les communautés autochtones. Signifiant « *entrer* » en langue Cree Tawâw est un partenariat tripartite entre la *Wood Buffalo Wellness Society*, les Métis de McMurray et *Wood Buffalo Housing*, qui vise à créer 22 lits pour les personnes

et les familles indigènes sans-abri. Dans le cadre de ce projet, deux immeubles d'habitation seront transformés en logements de transition et en logements accompagnés, et des partenaires communautaires, notamment des organisations dirigées par des autochtones et des organisations au service des autochtones, fourniront les services nécessaires au bon fonctionnement de l'abri. Lorsque les résidents seront prêts à quitter l'abri, ils pourront passer à d'autres unités [de logement] *Wood Buffalo Housing* dans le cadre de ce programme.

L'accès à l'eau potable est un droit humain fondamental (voir la Résolution 64/292 des Nations Unies). Pourtant, dans de nombreuses communautés et réserves autochtones du Canada, l'accès à l'eau potable n'est pas une réalité. Au 28 mai 2022, 34 avis à long terme concernant l'eau potable étaient encore en vigueur dans 29 communautés autochtones (Canada, 2022). Bien qu'il s'agisse d'une responsabilité fédérale, les gouvernements locaux ont poursuivi leurs efforts de collaboration pour fournir de l'eau potable aux communautés indigènes. Dans le cadre du Projet de traitement des eaux de la vallée de Comox, le **district régional de la vallée de Comox** (C.-B.) s'est associé à la Première nation K'ómoks (K'ómoks) pour gérer efficacement les ressources en eau de la région afin de fournir de l'eau potable aux deux communautés. Cette collaboration a également permis aux populations autochtones de s'engager dans une planification à long terme et dans des objectifs de protection de l'environnement.

---

*Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation : Plan d'action permanent*

Kamloops, BC | Communauté rurale (Population : 90 280)

La **ville de Kamloops** (C.-B.) et la communauté Tk'emlúps te Secwépemc (TteS) ont entrepris un processus de construction de relations et de réconciliation qui a été formalisé par une lettre d'entente signée en 2019. Il « souligne l'engagement de chaque communauté à préserver et promouvoir les valeurs Secwépemc, y compris la protection des ressources du patrimoine culturel Tk'emlúps te Secwépemc ». Le plan stratégique 2019-2022 du Conseil municipal de Kamloops comprend une orientation visant à renforcer les relations avec les communautés autochtones (Ibid.) et un élément essentiel de ce plan est l'appel à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation de Kamloops : Plan d'action permanent. En particulier, la stratégie vise à mettre en œuvre la lettre d'entente et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Ce plan d'action se concentre sur sept actions axées sur la langue et la culture. Kamloops, 2022). Le plan stratégique 2019-2022 du Conseil municipal de Kamloops comprend une orientation visant à renforcer les relations avec les communautés autochtones (Ibid.) et un élément essentiel de ce plan est l'appel à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation de Kamloops : Plan d'action permanent. En particulier, la stratégie vise à mettre en œuvre la lettre d'entente et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Ce plan d'action se concentre sur sept actions axées sur la langue et la culture.

Plus précisément, le plan d'action comprend les initiatives suivantes :

- Apprentissage des implications et des résultats de la mise en œuvre de la DNUDPA.
- Le Groupe de travail sur le patrimoine culturel, qui comprend le Conseil et le personnel, élaborera des plans visant à préserver et à protéger la culture et le patrimoine indigènes.
- Le Groupe de travail conjoint sur les loisirs, qui comprend le Conseil et le personnel, discutera des options des programmes et des installations de loisirs TteS qui feront l'objet de financement dans le cadre du contrat sur les égouts sanitaires.
- Les deux Conseils entreprendront des efforts conjoints pour partager des

informations sur le patrimoine culturel et l'histoire avec leur personnel et le grand public.

- Sensibilisation culturelle et formation à la diversité pour le personnel de la ville, et journées commémoratives telles que la Journée de la chemise orange, la Fête du Canada et la Journée [nationale] de la vérité et de la réconciliation du 30 septembre.
- Rapatriement en faveur du peuple TteS d'objets culturels qui font partie de la collection de la ville.
- Le Estcwéy (Les disparus), qui est une recherche de documents et une initiative visant à créer un dépôt pour tous les documents du pensionnat indien de Kamloops.
- Élaboration d'un protocole de consultation, d'une politique de passation des marchés publics autochtones, d'un protocole relatif au patrimoine culturel, d'une politique relative au patrimoine culturel et d'une formation sur la sensibilisation à la culture et à la diversité.

**Évaluation GDEIB** *Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation : Plan d'action permanent*

FONDEMENTS	LIAISON	EXTERNE
<b>Vision</b> : Meilleure pratique <b>Leadership</b> : Meilleure pratique <b>Structure</b> : Meilleure pratique	<b>Évaluation</b> : Meilleure pratique <b>Apprentissage</b> : Meilleure pratique	<b>Communauté</b> : Meilleure pratique <b>Services et produits</b> : Meilleure pratique

## Section 2.0 Études de cas

Cette section comprend deux études de cas d'initiatives inclusives et sensibles au genre prises par certaines municipalités canadiennes, à savoir :

- Le budget participatif de la municipalité régionale de Halifax, et
- L'initiative « Ville sûre » de la ville de Winnipeg.

Ces initiatives se concentrent sur l'engagement communautaire, la participation et la collaboration, en particulier avec les populations marginalisées. Cette section montre comment le gouvernement local travaille avec les parties prenantes concernées, au sein des municipalités, entre les différents acteurs gouvernementaux et les parties prenantes communautaires qui défendent les intérêts des résidents et leur fournissent des services de première ligne.

Ces études de cas fournissent une description plus approfondie de ces initiatives, de leur genèse, des acteurs impliqués, des défis et des succès rencontrés, ainsi que des enseignements tirés de leur mise en œuvre. Par ailleurs, cette section permet d'en savoir plus sur ces initiatives offrant une perspective approfondie du processus, des méthodes et des moyens de parvenir à des solutions tangibles à des problèmes complexes du monde réel, et ce, afin d'explorer et d'évaluer la transférabilité des initiatives dans d'autres municipalités.

## Étude de cas n° 1. Municipalité régionale de Halifax : Budget participatif

Halifax, NS | Centre urbain (Population : 439 819)

La municipalité régionale d'**Halifax** (MRH) (NS) est une ville prospère et multiculturelle dont l'histoire riche et unique est marquée par la présence des Mi'kmaq qui sont les premiers résidents et par des vagues d'immigration de colons européens, de loyalistes noirs arrivés après la Révolution américaine entre 1782 et 1785, de réfugiés noirs ayant migré entre 1813 et 1816 après la Guerre de 1812 et des Trelawney Maroons exilés de Jamaïque en 1796 après les guerres qu'ils ont menées contre le Gouvernement britannique en Jamaïque (ANSA, 2022 ; Grant, 2015 ; Musée de la Nouvelle-Ecosse, 2014). Les descendants de ces groupes vivent encore aujourd'hui dans les communautés de la MRH, notamment dans les cantons de Preston, Hammonds Plains, Beechville, etc. Plus récemment, on assiste à un afflux d'immigrants issus de tous les continents, ainsi qu'à un exode rural à l'intérieur de la province et dans les provinces atlantiques voisines.

Dans un contexte de diversité intersectionnelle de la population, les responsables gouvernementaux doivent offrir à cette dernière différents moyens de participer aux décisions qui la concernent. L'exploration et la mise en œuvre de méthodes innovantes et créatives permettent d'atteindre un plus grand nombre de personnes et de donner l'occasion à des résidents plus nombreux et plus divers de participer pleinement dans le cadre de leur engagement démocratique et de leur inclusion sociale. L'écoute directe des résidents permet de mieux informer les politiques, les programmes et les services, et de s'assurer que les initiatives gouvernementales répondent de manière adéquate aux divers besoins de la population. Le budget participatif est une approche adoptée par certains gouvernements locaux pour prendre des décisions en collaboration avec les résidents et les organisations communautaires, en particulier en ce qui concerne le capital et les dépenses budgétaires. Il s'agit d'un type de processus budgétaire dans lequel l'allocation des fonds ou des ressources est déterminée conjointement avec les résidents par le biais d'un processus de délibération démocratique, un processus de vote en général. Cette méthode de budgétisation déplace le pouvoir associé aux dépenses en capital des dirigeants municipaux vers les membres de la communauté ; par conséquent, elle permet d'habiliter les gens, renforcer les processus démocratiques, construire des communautés plus fortes, et de créer une administration et une allocation des ressources publiques plus justes et équitables. La première utilisation documentée du budget participatif remonte à 1989, dans la ville de Porto Alegre au Brésil. Cette approche a depuis été utilisée dans des milliers de villes à travers le monde avec des résultats positifs tels que la réduction des taux de pauvreté, la diminution des taux de mortalité infantile, la promotion d'une gouvernance transparente et responsable, et l'amélioration générale des services publics (Association de Gouvernements Locaux, 2016 ; Wampler & Touchton, 2014).

Le budget participatif a été introduit à Halifax en 2013 par le conseiller Waye Mason du district 7 - Halifax South Downtown. Il a été introduit afin d'impliquer et d'engager les membres de la communauté à voter sur la manière d'allouer le budget d'investissement discrétionnaire de la circonscription aux projets qui comptent le plus pour les résidents, afin de promouvoir un changement social positif dans la communauté. En partenariat avec COLAB, une agence à

impact social qui conçoit et facilite de processus stratégiques, ils ont planifié un processus budgétaire participatif dirigé par le public qui a déterminé comment le budget discrétionnaire de 94 000 \$ du district 7 serait dépensé dans la communauté. Le conseiller Mason a expliqué que le processus de budget participatif permettait aux femmes et aux populations marginalisées d'être directement impliquées dans le processus de prise de décision. Il s'agissait d'un effort délibéré et intentionnel ayant pour objet de démontrer que les opinions et les voix de ces dernières sont précieuses et influencent directement les décisions municipales.

Avant la mise en place de ce processus dans le district, les fonds du budget auraient été alloués à des groupes qui avaient déjà des relations avec les anciens conseillers ou qui savaient comment naviguer dans le système municipal, ce qui aurait exclu les organisations plus récentes ou moins connues de l'accès aux fonds.

*« Lorsque j'ai été élu en 2012 et que j'ai reçu cet argent, des fonds d'investissement, que je pouvais utiliser à ma guise, j'ai commencé à faire des recherches sur le budget participatif qui était déjà pratiquée dans de grandes villes comme New York, afin de voir comment les habitants de ma circonscription pourraient décider de la manière dont ils voulaient utiliser les fonds... »*

Conseiller Waye Mason, District 7, Halifax South Downtown  
Halifax Regional Municipality

Bien que l'utilisation du budget participatif ne soit pas obligatoire pour les conseillers de la MRH, elle devient cependant une méthode de budgétisation préférée pour d'autres conseillers, notamment le conseiller Lindell Smith du District 8 - Halifax Peninsula North, le conseiller Shawn Cleary, du district 9 - Halifax West Armdale, et le conseiller Sam Austin, District 5- Dartmouth Centre, pour n'en citer que quelques-uns. Le conseiller Lindell Smith explique que le processus de budget participatif a aidé à fournir des fonds aux petites organisations locales et aux groupes sans but lucratif tels que les groupes de jeunes, les refuges pour femmes, les organisations d'immigrants et de nouveaux arrivants, et les groupes de soutien en santé mentale et en toxicomanie qui, autrement, seraient en concurrence pour obtenir du financement avec des groupes plus grands et plus établis comme Centraide, par exemple.

Le budget participatif a permis à divers groupes d'accéder plus facilement aux fonds et, en fin de compte, de mieux répondre aux besoins des individus par rapport à ce que les fonds sont utilisés pour accomplir. Dans certains districts, les fonds sont divisés en deux flux :

- un flux plus faible, généralement compris entre 2 000 et 3 000 dollars par projet, et
- un flux plus important pour les projets et les initiatives nécessitant jusqu'à 10 000 dollars.

Cette budgétisation se fait avec pour but de garantir l'équité et la répartition équitable des fonds. Les membres de la communauté se réunissent un jour de vote prédéterminé, écoutent les propositions des groupes qui demandent des fonds, ce qui permet de sensibiliser aux initiatives locales disponibles dans la communauté, et votent sur ce qu'ils considèrent comme important pour mieux répondre à leurs besoins et à ceux de la communauté. Les projets ayant obtenu le plus grand nombre de voix se voient attribuer les fonds, et ils continuent à déboursier

les fonds dans l'ordre jusqu'à ce que l'ensemble du budget d'investissement ait été distribué.

Cette méthode de budgétisation, bien qu'extrêmement bénéfique pour l'engagement de la communauté et l'accès équitable aux ressources du gouvernement, n'a pas été sans poser de nombreux problèmes. Le conseiller M. Mason explique que la proposition d'utiliser le budget participatif s'est d'abord heurtée à une forte résistance et à l'opposition du Conseil municipal. Cependant, la persévérance et la détermination ont porté leurs fruits et, ainsi, le processus est de plus en plus utilisé par les conseillers municipaux, ses avantages étant évidents. Ce processus a été un processus gratifiant et responsabilisant car les résidents de la communauté, indépendamment de leur origine, de leur statut ou de leur citoyenneté, ont pu s'engager sur un pied d'égalité dans le vote et la participation. Cela est particulièrement vrai pour les groupes qui avaient [jusqu'alors] été exclus du processus démocratique, tels que les nouveaux arrivants, les étudiants étrangers, les enfants et les jeunes, et les communautés traditionnellement marginalisées, y compris les groupes autochtones et racialisés, les personnes ayant des capacités différentes, et les individus ayant de faibles revenus ou des taux d'alphabétisation différents. Le budget participatif a permis à tout le monde d'y participer, et elle se targue d'être un processus à faibles barrières. Tout le monde est encouragé à voter compte tenu des informations fournies par les groupes demandant les fonds.

*« ...Une fois, une famille syrienne (nouvelle arrivante) a assisté à la soirée de vote dans le cadre de la budgétisation participative et a expliqué que c'était la première fois qu'elle pouvait voter... C'est l'une des raisons pour lesquelles nous faisons cela - pour donner une voix aux gens. »*

Conseiller Lindell Smith, district 8, municipalité régionale de Halifax Peninsula North

Quelques leçons précieuses tirées de l'utilisation d'une méthode de budget participatif de la MRH :

- Comment la collaboration et le partenariat avec des experts locaux indépendants pour développer le processus de budget participatif, et ce, sur la base de recherches menées dans d'autres juridictions peuvent garantir que l'approche est adaptée à la communauté locale, à ses résidents et à leurs besoins.
- La nécessité de garder l'esprit ouvert et d'être prêt à évoluer et à s'adapter pour répondre de manière adéquate aux besoins de la communauté et relever les défis qui se présentent tels que la pandémie.
- L'invitation délibérée des résidents et des organisations au niveau local à participer à la fois aux demandes de financement et au processus de vote pour leur permettre de connaître les types de projets disponibles, les organisations qui peuvent présenter une demande et la manière dont chacun peut participer au processus de vote.
- L'élaboration d'une procédure claire de sélection des candidats afin de s'assurer que toutes les personnes figurant sur le bulletin de vote le soir du scrutin sont effectivement éligibles pour recevoir un financement en capital.

Pratiques inclusives et sensibles au genre :

- L'importance de la transparence et de la responsabilité du gouvernement et de ses représentants à l'égard de la communauté qu'ils servent.

- Utilisation des expériences et des recherches fondées sur des données probantes pour trouver une approche qui offre la meilleure solution pour un développement communautaire inclusif.
- Efforts intentionnels et ciblés pour atteindre les populations difficiles à atteindre, mal desservies et marginalisées
- Élaboration et mise en œuvre d'un processus peu contraignant et facile à comprendre afin que chacun puisse s'engager dans le processus décisionnel.
- Importance de favoriser de meilleurs processus démocratiques qui donnent aux résidents le pouvoir de faire entendre leurs idées et leurs voix, ce qui se traduit par des décisions et des résultats tangibles.

### Évaluation GDEIB *Budget participatif*

FONDEMENTS	LIAISON	EXTERNE
<p><b>Vision</b> : Meilleure pratique</p> <p><b>Leadership</b> : Meilleure pratique</p> <p><b>Structure</b> : Meilleure pratique</p>	<p><b>Évaluation</b> : Non applicable</p> <p><b>Apprentissage</b> : Indéterminable</p>	<p><b>Communauté</b> : Meilleure pratique</p> <p><b>Services &amp; Produits</b> : Meilleure pratique</p>

### Étude de cas n° 2. Initiative *Safe City* [Ville sûre]

Winnipeg, MB | Centre urbain (Population : 766 900)

En 2013, la **ville de Winnipeg** (MB) est devenue la première ville canadienne à participer au programme mondial des Nations Unies pour des villes et des espaces sûrs, par l'intermédiaire d'ONU Femmes. L'initiative *Safe City* [Ville sûre] de Winnipeg est un programme qui vise à réduire et à prévenir la violence et le harcèlement à l'encontre des femmes et des jeunes filles.

L'initiative Ville sûre de Winnipeg a réalisé en 2016 une étude exploratoire qui a révélé que les cas de harcèlement et de violence fondée sur le sexe étaient plus nombreux, en particulier, chez les femmes et les filles autochtones, les personnes bispirituelles et les groupes marginalisés, notamment les femmes noires, les femmes racialisées, les femmes en situation de handicap et les immigrantes nouvellement arrivées. Cela a été rendu encore plus évident après le meurtre de Tina Fontaine, une adolescente autochtone qui avait été enlevée et finalement assassinée. Bien qu'elle ait été prise en charge par les services de protection de l'enfance du Manitoba et que sa disparition ait été signalée par les membres de sa famille, le système n'a pas réussi à la protéger.

L'initiative « Ville sûre » vise à s'attaquer au problème crucial de la violence fondée sur le sexe et à contribuer aux efforts déployés pour lutter contre les disparitions et les meurtres de femmes et de filles autochtones. À la suite de cette initiative et de la reconnaissance des lacunes en matière d'espaces sécurisés, quelques mesures ont été prises par la ville de Winnipeg en

partenariat avec des organisations partenaires clés, y compris d'autres acteurs gouvernementaux tels que le gouvernement provincial, les forces de l'ordre et les acteurs communautaires, afin de créer des espaces plus sûrs pour les femmes et les jeunes filles.

L'initiative « Ville sûre » n'est cependant pas une initiative unique, mais plutôt un amalgame d'initiatives liées au thème de la lutte contre la violence fondée sur le sexe, qui comprend, sans s'y limiter, les éléments suivants :

### Heart Medicine Lodge

En partenariat avec le Ministère provincial responsable de la condition féminine du Manitoba, un financement a été accordé à Ka Ni Kanichihk, un organisme communautaire autochtone créé par des dirigeants et des aînés de la communauté autochtone, pour concevoir et diriger des programmes et des services nécessaires à une transformation sociale positive pour les communautés et les individus autochtones. Le *Heart Medicine Lodge* est le premier programme de guérison au Canada spécifiquement conçu pour fournir un soutien et des ressources aux femmes et aux filles autochtones qui ont subi des violences fondées sur le sexe, y compris des violences et des agressions sexuelles. Les services fournis dans le cadre de ce programme sont culturellement fondés et adaptés aux femmes autochtones et sont accessibles à toutes les femmes de plus de 18 ans qui s'identifient comme telles. Parmi les services proposés, figurent les suivants :

- **Programme de guérison** : Il s'agit d'un programme de 12 semaines en groupe fermé qui se concentre sur les traumatismes et leurs effets, l'autonomisation des femmes indigènes, l'identité culturelle et un regard intérieur sur les forces des femmes indigènes pour les aider et les soutenir dans leur processus de guérison.
- **Cercles de partage** : Un programme ouvert qui se concentre sur l'utilisation du pouvoir des témoignages partagés dans un espace culturellement sûr pour soutenir le parcours et le processus de guérison.
- **Défense des droits** : [Ce service consiste à] fournir le soutien juridique et médical dont les survivants ont besoin, les accompagner à leurs rendez-vous et [à] les aider à s'orienter dans les systèmes et les prestataires de services.
- **Cérémonies traditionnelles** : Le recours à des cérémonies traditionnelles indigènes pour aider les survivants dans leur parcours de guérison, par exemple dans une hutte de sudation.
- **Les services d'aide et de conseil aux personnes âgées** sont disponibles en personne.

### Winnipeg Transit Request Stop Program

#### [Programme d'arrêt à la demande du transport en commun de Winnipeg]

Cet aspect de l'initiative Ville sûre de Winnipeg se concentre sur le transport en commun. Elle comprend une variété d'approches telles que la formation des chauffeurs d'autobus, l'explicitation du fait que les chauffeurs de bus peuvent s'arrêter entre les arrêts désignés en dehors des heures de pointe à la demande d'un passager pour réduire sa distance de marche ou lorsque les chauffeurs de bus remarquent une personne qui court vers un bus et qui pourrait être en train de fuir un auteur de violence ou une situation potentiellement dangereuse.

« Les systèmes de transport en commun enregistrent plus d'incidents de violence et de cas de violence sexuelle (que les autres espaces publics). C'est pourquoi nous (la ville de Winnipeg) collaborons avec les services de transport pour dispenser une formation de sensibilisation aux chauffeurs de bus, en leur expliquant comment reconnaître les signes d'une personne en détresse... Si une femme, par exemple, court pour attraper un bus, les chauffeurs de bus ont été formés et ont appris à ne pas simplement partir, car il peut y avoir une raison : qu'elle court pour attraper le bus ».

Conseillère Cindy Gilroy, District de Daniel McIntyre  
Ville de Winnipeg

### Formation sur les véhicules à louer et de code de conduite

Cette initiative a été mise en place pour former les nouveaux chauffeurs de taxi, qui sont pour la plupart des nouveaux arrivants au Canada, à la législation canadienne et aux normes culturelles, en particulier, en ce qui concerne le harcèlement sexuel et la violence sexuelle. Cette mesure a été élaborée à la suite de plaintes concernant des erreurs et des interprétations erronées de la part de chauffeurs de taxi et de passagers, qui ont dégénéré en harcèlement sexuel, comme le fait d'être amical ou d'engager la conversation, qui a été interprété à tort comme un intérêt sexuel ou romantique. Un code de conduite a été élaboré pour tous les chauffeurs conduisant des véhicules contre rémunération, tels que les chauffeurs de taxi et les chauffeurs Uber opérant à Winnipeg. Grâce à la formation proposée et au code de conduite, les chauffeurs peuvent être tenus responsables d'un comportement inapproprié ou d'une mauvaise conduite et recevoir simultanément des informations sur les normes et les attentes culturelles ainsi que sur la législation canadienne en matière de harcèlement sexuel et de violence. Les nouveaux chauffeurs qui souhaitent exploiter un service de conduite contre rémunération à Winnipeg doivent suivre la formation et se familiariser avec le code de conduite.

### Cadre d'information des tiers

Il est bien établi que « très peu d'incidents d'agression sexuelle sont signalés à la police » (Justice Canada, 2021). L'initiative de Winnipeg en matière de signalement par un tiers est une réponse à ce phénomène, car l'initiative Ville sûre a découvert ou validé l'expérience selon laquelle les femmes victimes d'agressions sexuelles se sentaient plus à l'aise pour signaler de tels incidents aux organisations communautaires locales concernées qu'aux forces de l'ordre. En conséquence, un cadre de déclaration à un tiers a été élaboré en collaboration et en partenariat avec le *Klinic Community Health Center*, Ka Ni Kanichihk, les services de police de Winnipeg et six (6) autres organisations communautaires qui offrent un soutien et des services aux survivants de la violence fondée sur le sexe. Ce cadre de signalement par un tiers offre aux survivantes la possibilité de rester anonymes tout en ayant la possibilité de déposer une plainte auprès de la police par l'intermédiaire d'une organisation communautaire. Bien qu'une évaluation formelle de l'efficacité de ce programme soit en cours, des preuves anecdotiques suggèrent qu'il y a une augmentation du nombre de cas d'agression sexuelle signalés par le biais de ce mécanisme.

*« Par exemple, une survivante peut fournir des informations sur un crime à un personnel formé d'une organisation communautaire de soutien qui transmet ensuite ces informations aux forces de l'ordre, tout en préservant l'anonymat des informations permettant d'identifier la survivante. Les forces de l'ordre reçoivent des documents officiels sur l'agression sexuelle qui sont stockés de telle manière que des schémas ou des thèmes propres aux récidivistes peuvent apparaître... Si les forces de l'ordre souhaitent contacter la survivante pour quelque raison que ce soit, elles s'adresseront au représentant de l'organisation communautaire pour le faire. La survivante a toujours le choix de rester anonyme ou d'être impliquée dans une enquête formelle ».*

Membre du personnel,  
Comité de Winnipeg pour la sécurité

### Intervention des témoins : Sessions de déjeuner et d'apprentissage

La ville de Winnipeg a également organisé des sessions de déjeuner et d'apprentissage qui ont offert une formation sur l'intervention des témoins au personnel de la ville. Il comprend une formation à la sensibilité permettant de mieux reconnaître le harcèlement en milieu de travail et de développer des compétences d'intervention sûres pour agir lorsque l'on est témoin d'un incident potentiellement préjudiciable. Un programme intitulé « **Women at Work [Les femmes en milieu de travail]** » a également été créé pour le personnel de la ville, dans le cadre duquel des femmes issues de la diversité intersectionnelle au sein de la main-d'œuvre municipale peuvent discuter des défis auxquels elles sont confrontées au travail et formuler des recommandations sur la manière d'améliorer la sécurité en milieu de travail. La ville s'efforce également d'assurer une représentation égale des femmes au sein de son personnel, afin que la culture du milieu de travail et de l'organisation puisse évoluer et devenir plus inclusive.

L'initiative « Ville sûre » a toutefois dû faire face à de nombreux défis. Par exemple, un changement de gouvernement a fait passer la direction de l'initiative de la province à la ville en raison de l'évolution des priorités. L'initiative ne dispose pas non plus d'une source constante de ressources humaines et financières pour poursuivre ses efforts de programmation et de coordination indispensables.

*« ...À l'exception d'une petite allocation annuelle pour l'organisation de réunions de parties prenantes et de consultations communautaires, l'initiative Ville sûre de Winnipeg a existé sans aucun financement direct jusqu'à la fin de l'année 2021. Le travail de tous les acteurs impliqués a été réalisé « en marge du bureau », à partir d'une vision forte de la création d'une ville plus équitable, plus sûre et plus accessible pour les femmes et les jeunes filles. Heureusement, l'initiative bénéficie d'un financement du Bureau du maire et l'utilisera pour élaborer un plan stratégique pluriannuel qui comprendra davantage de consultations communautaires, des actions à court et à long terme et des résultats mesurables ».*

Membre du personnel,  
Comité de Winnipeg pour la sécurité

Les leçons tirées de la mise en œuvre de cette initiative :

- Winnipeg étant la première municipalité canadienne à rejoindre l'initiative mondiale « des villes sûres et des espaces publics sûrs », des difficultés ont été rencontrées pour trouver des données transférables au contexte canadien à partir du système des Nations Unies, particulièrement, compte tenu de la population autochtone urbaine de la ville. L'étude exploratoire à méthodes mixtes a été réalisée pour combler certaines lacunes dans les données et s'assurer que les témoignages [partagés] et les expériences vécues étaient intégrés dans l'analyse.
- L'éducation et la formation ont été identifiées comme des domaines essentiels à la construction d'une communauté plus sûre. Il s'agit notamment de l'éducation précoce au consentement, de la sensibilisation du public à la violence sexuelle et à sa prévalence, et de l'éducation au système judiciaire.

Pratiques inclusives et sensibles au genre :

- Une collaboration et des partenariats intergouvernementaux et interagences sont nécessaires pour traiter des questions complexes telles que la sécurité et la violence fondée sur le sexe.
- L'initiative « Ville sûre » est le fruit d'une collaboration et d'un partenariat avec différents niveaux de gouvernement, des organisations communautaires et des communautés au niveau local. L'initiative a également bénéficié [du soutien] de champions solides qui ont joué un rôle essentiel dans son lancement ou dans sa poursuite lorsque le leadership et les priorités ont changé.
- Utilisation d'une approche culturellement appropriée pour lutter contre le harcèlement et la violence sexuels, en particulier, en ce qui concerne le travail avec les populations et les communautés indigènes.
- Le feedback relatif à l'étude exploratoire a été utilisé pour informer directement les initiatives visant à améliorer la sécurité des femmes et des groupes marginalisés.

#### Évaluation GDEIB *Initiative Ville sûre*

FONDEMENTS	LIAISON	EXTERNE
<b>Vision :</b> Meilleure pratique <b>Leadership :</b> Avant-gardiste <b>Structure :</b> Meilleure pratique	<b>Évaluation :</b> Indéterminable <b>Apprentissage :</b> Avant-gardiste	<b>Communauté :</b> Meilleure pratique <b>Services &amp; Produits :</b> Meilleure pratique

### Section 3.0 Observations sur les indicateurs de référence GDEIB

Les indicateurs de référence mondiaux en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (GDEIB) constituent une approche axée sur les résultats et permettent d'aborder progressivement la question de la croissance et du développement. Son application peut être utilisée pour travailler à la création d'un monde meilleur et équitable pour tous, à la promotion d'une culture inclusive et à l'amélioration de l'efficacité organisationnelle.

La recherche a appliqué le GDEIB à 14 initiatives pour montrer comment elles s'alignent sur les normes mondiales de meilleures pratiques. Sept sur les 15 catégories de référence ont été utilisées comme étant les plus pertinentes pour les initiatives. Plus de la moitié des initiatives de l'échantillon (soit 8 sur 14) peuvent être considérées comme totalement alignées sur les meilleures pratiques en matière d'équité, tandis qu'un peu plus d'un quart (soit 4 sur 14) peuvent être considérées comme avant-gardistes.

La plupart des initiatives s'alignent sur les normes de meilleures pratiques en ce qui concerne le fait d'avoir une vision qui s'aligne sur la diversité, l'équité et l'inclusion, et dans le domaine du service à la communauté. D'autre part, le domaine de l'apprentissage semble être le plus négligé, ce qui n'est pas nécessairement dû à l'absence de formation ou d'apprentissage, mais plutôt au fait que les meilleures pratiques exigent l'intégration de ces principes dans toutes les formations, pour l'ensemble du personnel et des parties prenantes. Le tableau suivant résume l'évaluation desdites 14 initiatives à l'aide de l'outil GDEIB.

## Évaluation à l'aide de l'outil GDEIB des initiatives inclusives et sensibles au genre au sein des gouvernements locaux au Canada

Initiatives inclusives et sensibles au genre au sein des gouvernements locaux	Fondements : Piloter la stratégie			Liaison : Aligner et connecter		Externe : Écouter et servir la société	
	Vision	Leadership	Structure	L'évaluation	Apprentissage	Communauté	Services et produits
« <i>Toward Equity and Diversity : A Strategy for Belonging in the Municipality of the County of Kings</i> (Comté de Kings, N.-É.)	Avant-gardiste	Proactif	Avant-gardiste	Meilleure pratique	Avant-gardiste	Meilleure Pratique	Avant-gardiste
Politique des relations avec le Conseil du personnel (Cobourg, ON)	Avant-gardiste	Indéterminable	Non applicable	Réactif	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Stratégie de données pour l'équité : Soutenir les services équitables, les priorités en matière d'équité, la mesure des performances et la responsabilité (Toronto, ON)	Meilleure pratique	Proactif	Avant-gardiste	Avant-gardiste	Indéterminable	Meilleure pratique	Avant-gardiste
Formation ACS Plus (Edmonton, AB)	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Avant-gardiste	Avant-gardiste	Avant-gardiste	Indéterminable	Proactif
Comité ad hoc sur la diversité des genres (Fredericton, NB)	Proactif	Proactif	Avant-gardiste	Indéterminable	Réactif	Indéterminable	Non applicable

Initiatives inclusives et sensibles au genre au sein des gouvernements locaux	Fondements : Piloter la stratégie			Liaison : Aligner et connecter		Externe : Écouter et servir la société	
	Vision	Leadership	Structure	Évaluation	Apprentissage	Communauté	Services et produits
Espaces publics accessibles Normes de conception (Brant, ON)	Meilleure pratique	Indéterminable	Avant-gardiste	Indéterminable	Proactif	Meilleure pratique	Meilleure pratique
Toilettes et fontaines MRH Stratégie en matière de fontaines (Halifax, NS)	Meilleure pratique	Non applicable	Indéterminable	Meilleure pratique	Non applicable	Avant-gardiste	Avant-gardiste
Rapport sur le retour des femmes et filles autochtones et des personnes bispirituelles (Saskatoon, SK)	Meilleure pratique	Avant-gardiste	Avant-gardiste	Indéterminable	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique
Politique de développement et d'exploitation des jardins communautaires (Kingston, ON)	Indéterminable	Non applicable	Meilleure pratique	Non applicable	Indéterminable	Meilleure pratique	Meilleure pratique
Accompagnement au Club été Politique en faveur des enfants handicapés (Magog, QC)	Proactif	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Indéterminable	Indéterminable	Meilleure pratique	Meilleure pratique
Programme de santé mentale pour les enfants et les jeunes (Hamilton, ON)	Meilleure pratique	Non applicable	Meilleure pratique	Indéterminable	Non applicable	Meilleure pratique	Meilleure pratique

Initiatives inclusives et sensibles au genre au sein des gouvernements locaux	Fondements : Piloter la stratégie			Liaison : Aligner et connecter		Externe : Écouter et servir la société	
	Vision	Leadership	Structure	Évaluation	Apprentissage	Communauté	Services et produits
Vers une communauté amie des aînés (Abbotsford, BC)	Meilleure pratique	Indéterminable	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Indépendant	Avant-gardiste	Meilleure pratique
<i>Free of Fear Services of All Policy</i> [Politique de services sans peur pour tous] (London, ON)	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Indéterminable	Indépendante	Meilleure pratique	Meilleure pratique
Appel à l'action de la Commission de vérité et réconciliation : Plan d'action permanent (Kamloops, BC)	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique
Budget participatif (Halifax, NS)	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Meilleure pratique	Non applicable	Indépendant	Meilleure pratique	Meilleure pratique
Initiative Ville sûre (Winnipeg, MB)	Meilleure pratique	Avant-gardiste	Meilleure pratique	Indéterminable	Avant-gardiste	Meilleure pratique	Meilleure pratique

**Notes :**

- Indéterminable* signifie qu'il n'y a pas assez d'informations dans les documents d'appui pour faire une évaluation de haut niveau de la situation de l'initiative en référence au GDEIB.
- Non applicable* signifie que le GDEIB ne s'applique pas à l'initiative en général
- Quatre indicateurs de référence n'ont pas été inclus dans le tableau parce que les processus internes des RH visant à attirer et à retenir le personnel n'étaient pas au centre de cette recherche. De même, les indicateurs de référence relatifs à la communication et à la passation de marchés ont été exclus, car les indicateurs de meilleures pratiques associés à ces deux critères ne pourraient pas être évalués avec précision à l'aide d'informations accessibles au public.

## Section 4.0 Conclusion

La recherche a mis en évidence les approches inclusives et sensibles au genre que les gouvernements locaux du Canada mettent en œuvre pour mieux servir et répondre aux besoins des femmes et des populations marginalisées. Ces initiatives sont à la fois internes et externes tout en étant interdépendantes. Le premier groupe d'initiatives se concentre sur l'amélioration du fonctionnement des gouvernements locaux, tandis que le second groupe met l'accent sur les services et les programmes qui ont un impact direct sur les résidents et/ou interagissent avec eux. La recherche inclut des initiatives de gouvernements locaux canadiens, tant ruraux qu'urbains, avec pour but de montrer l'étendue et la diversité des possibilités.

La plupart des initiatives sont dotées de comités consultatifs auxquels participent le Conseil municipal, le Personnel de la ville et certains membres ayant une expérience vécue. Dans les juridictions plus progressistes ou dans les domaines où des lacunes importantes ont été identifiées, et où des mesures délibérées sont, par conséquent, nécessaires pour les combler, la participation aux comités consultatifs est limitée aux résidents ayant une expérience vécue.

Bien que les gouvernements et la société civile aient accompli un travail considérable, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à l'équité et à l'égalité, qui sont des piliers sociétaux protégés par la Constitution au travers de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Cependant, il existe des tensions entre l'équité et l'égalité, comme les questions relatives à l'équité juxtaposées à l'action positive ou aux mesures équitables. Certaines initiatives reflètent également le débat en cours sur la neutralité des genres comme étant plus inclusive (souvent observée dans le langage et les toilettes). Toutefois, l'approche pourrait également être considérée comme une approche qui ne tient pas compte de la dimension de genre.

Il est également important de souligner que de nombreuses initiatives, en particulier, les stratégies axées sur les femmes et l'égalité des genres, n'ont été lancées que récemment. À la date de rédaction du présent document, seules cinq municipalités disposent d'une Stratégie pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes qui se trouve à différents stades d'élaboration et de mise en œuvre. Il est intéressant de se demander pourquoi il n'en existe qu'une poignée à ce stade de l'histoire. Et comment la parité hommes-femmes au sein du Conseil affecte-t-elle (ou non) la probabilité d'une telle stratégie ? Et qu'en est-il de l'influence des membres du Conseil, du maire et des hauts responsables municipaux ?

La Stratégie pour l'égalité des genres et [l'autonomisation des] femmes, qui est un outil politique relativement nouveau au sein des gouvernements locaux, est le reflet d'une fenêtre politique pour ce type de travail après des années d'efforts de la part du mouvement des femmes. Elle reflète également les changements sociétaux, avec une plus grande prise de conscience et une plus grande sensibilité à l'égard de l'égalité des genres et de l'intersectionnalité. L'émergence récente de la Stratégie pour l'égalité des genres et [l'autonomisation] des femmes peut également indiquer un effet de ruissellement, car l'ACS Plus, bien qu'introduite pour la première fois en tant qu'ACS au sein du gouvernement du Canada en 1995 dérivée des Nations Unies, est désormais davantage intégrée aux niveaux fédéral, provincial et territorial de l'administration au Canada. Des structures de soutien sont nécessaires pour garantir le succès de ces

stratégies, telles que la nécessité d'une formation pratique et significative, la gestion du changement, l'adhésion des dirigeants, l'alignement des structures telles que les politiques et les procédures, et un changement de culture général visant à intégrer l'équité et l'égalité dans les valeurs et l'ADN d'une organisation.

Cette analyse de l'environnement nous a également permis d'identifier trois domaines nécessaires pour aider les gouvernements, à quelque niveau que ce soit, à développer et à mettre en œuvre avec succès des approches inclusives et sensibles au genre, à savoir :

- Un engagement public sensible à la culture et significatif,
- La disponibilité de données désagrégées, et
- Des mécanismes de budgétisation équitable ou des ressources appropriées pour les initiatives tenant compte de l'égalité des genres et favorisant l'inclusion.

Une autre tendance essentielle qui s'est dégagée est que les juridictions ont des initiatives qui ont un impact sur les femmes dans leur diversité, même s'il n'y a pas de groupe de travail concerté sur les femmes et l'égalité des chances. Les initiatives qui s'attaquent à la violence basée sur le genre des hommes.

Les initiatives examinées se concentrent également sur l'intersectionnalité, bien que l'utilisation et l'importance de celle-ci restent variables. L'un des indicateurs les plus évidents est l'application d'une analyse d'intersectionnalité telle que l'ACS Plus ou d'une optique d'équité et d'inclusion, ou la mise à disposition d'une formation sur ces approches. Par ailleurs, il existe une variabilité quant à la mesure dans laquelle divers facteurs d'identité personnelle et sociale sont spécifiés dans les initiatives. Certaines initiatives ont adopté des approches plus progressistes en étant explicites sur le rôle de l'intersectionnalité qui va au-delà de l'identification des dimensions de la diversité et invite les gouvernements locaux à reconnaître et à remettre en question les systèmes d'oppression qui créent et maintiennent les inégalités. De même, les initiatives examinées ont pour thème récurrent l'amélioration des relations entre les gouvernements locaux et les communautés indigènes et racialisées, en particulier, en travaillant à la vérité, la réconciliation et la guérison avec les peuples autochtones et en poursuivant des approches antiracistes.

Dans l'ensemble, cette analyse de l'environnement a permis d'identifier des approches inclusives et sensibles au genre au sein des gouvernements locaux, qui mettent en évidence l'évolution positive vers une approche plus centrée sur l'être humain et fondée sur les droits, allant au-delà des responsabilités juridictionnelles et de la conformité aux exigences législatives. Ce changement est bienvenu car la société et les systèmes apprécient de mieux en mieux les injustices et les inégalités qui persistent et le rôle que les gouvernements locaux doivent jouer pour parvenir à l'équité et à l'égalité pour les femmes et les communautés marginalisées.

## Références

- Affaires afro-néo-écossaises. (2022). *African Nova Scotian Community | African Nova Scotian Affairs* [Communauté africaine de Nouvelle-Écosse | Affaires africaines de Nouvelle-Écosse].
- Al-Hakim, A. (2022). *house of Commons debates lowering voting age for Canadians*: Global News.
- Amelio, J. (2019). *Charter Application*.
- Antipova, A., & Momeni, E. (2021). *Unemployment in Socially Disadvantaged Communities in Tennessee, US, During the COVID-19*. *Frontiers in Sustainable Cities*, 3.
- Association des services aux immigrants de Nouvelle-Écosse (ISANS) (2021). *Municipal Voting Rights for Permanent Residents*. [Droit de vote municipal pour les résidents permanents].
- Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario. (2018). *Child Care and Early Years Services in Ontario* [Services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire en Ontario].
- Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud. (2017). *Glossary of Terms and Concepts* [Glossaire de termes et de concepts].
- California Newsreel and Regents of the University of California. (2019). *Race: The Power of an Illusion*.
- Cameron, B. (2009). *Political Will, Child Care, and Canadian Federalism*. *Our Schools/Our Selves*, 129-144
- CARE. (2020). *Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis*
- Centers for Disease Control and Prevention. (2015). *Definition of Policy*
- Canas, E and Staples, W. (2018). Social Inclusion: *What does it mean for mid-size cities?*
- Chambre des communes. (2021). *Projet de loi d'initiative parlementaire C-210 (44-1) - Première lecture - Loi sur le droit de vote à 16 ans - Parlement du Canada*.
- Choi, R. (2021). *Accessibility Findings from the Canadian Survey on Disability*: StatsCan
- Cité de Dorval. (1988). *Comité consultatif de la jeunesse*
- Cité de Dorval. (2017). *Zone Ados*
- Commission canadienne des droits de l'homme. (2022). *À propos de la loi sur l'équité en matière d'emploi*.
- Commission ontarienne des droits de la personne. (2019). *Éliminer le profilage racial dans l'application de la loi*.
- Commission ontarienne des droits de l'homme. (s.d.). *Glossaire des droits de l'homme*.
- Commission de vérité et de réconciliation du Canada. (2015). *Appels à l'action*
- Comté de Brant. (2013). *Accessible Public Spaces Design Standards* [Normes d'accessibilité pour la conception des espaces publics]
- Comté de Middlesex. (s.d.). *Child Care* [Garde d'enfants].
- Cotter, A. and Laura Savage. (2019). *Gender-based violence and unwated sexual behaviour in Canada, 2018: Initial findings from the Survey of Safety in Public and Private Spaces*: StatsCan  
Crandall, Dostie & Douglass Books.
- Cushing, B. B. (2010). *Accountability and white anti-racist organizing: stories from our work*.
- DiAngelo, R. (2011). *White Fragility*. *International Journal of Critical Pedagogy*, 3(3), 54–70.
- Elections Canada's Civic Education. (2022). *A Brief History of Federal Voting Rights in Canada*

- First Nations & Indigenous Studies, University of British Columbia. (n.d.) *Indian Reserves*.
- District régional de la vallée de la Comox. (n.d.). *New Water Treatment Facility Complete, Providing High Quality Drinking Water to Comox Valley Residents [Nouvelle installation de traitement de l'eau est achevée et fournit une eau potable de haute qualité aux résidents de la vallée de Comox]*
- Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019) : *Réclamer notre pouvoir et notre place*.
- Flynn, A. (2016). *Participatory Budgeting -Not A One-Size-Fits-All Approach*.
- Gerami, A. (2020). *How Canadian Immigrants Are Affected By Racism* | Gerami Law PC.
- Giovanna, P. (2021). *Engaging Marginalized Communities: Challenges and Best Practices. Godbout v. Longueuil (City), [1997] 3 S.C.R. 844*
- Gouvernement du Canada (1982). *Charte canadienne des droits et libertés*.
- Gouvernement du Canada (2022). *Guide de la terminologie liée à l'équité, la diversité et l'inclusion*.
- Gouvernement du Canada. (2022). *Déterminants sociaux de la santé et inégalités en santé*
- Gouvernement du Canada. (2022). *Lever les avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable*
- Gouvernement du Canada. (2022). Infographie : *L'immigration et la reprise économique du Canada*
- Gouvernement du Canada. (2022a). *Guide sur la Charte canadienne des droits et libertés*.
- Grant, J. N. (2015). *Jamaican Maroons in Nova Scotia* | The Canadian Encyclopedia.
- Grenier, É. (2017). *21.9% of Canadians are immigrants, the highest share in 85 years: StatsCan*. CBC.
- Hernández, D., & Swope, C. B. (2019). *Housing as a Platform for Health and Equity: Evidence and Future Directions. American Journal of Public Health, 109(10), 1363–1366*.
- Justice Canada. (2020). *State of the Criminal Justice System*.
- Kendi, I. X. (2019). *How To Be An Antiracist*.
- Kenny, C. (2015). *End poverty in all its forms everywhere. UN Chronicle, 51(4), 4–5*.
- Kenora Anishinaabe-Kweg. (s.d.). *Aboriginal Head Start Program [Programme d'aide préscolaire aux autochtones]*
- Local Government Association. (2016). *Case study: Porto Alegre, Brazil*.
- Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc. (2005). *Thompson Urban Aboriginal Strategy [Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain à Thompson]*
- Minow, M. (2021). *Equality Vs. Equity. American Journal of Law and Equality 2021; 1 167– 193*.
- Montesanti, S. R., Abelson, J., Lavis, J. N., & Dunn, J. R. (2016). *Enabling the participation of marginalized populations: case studies from a health service organization in Ontario, Canada. Health Promotion International, Vol 32, Issue 4, pp. 636–649*.
- MP Associates, Center for Assessment and Policy Development, and World Trust Educational Services. (2021). *Racial Equity Tools Glossary*.
- Municipalité du comté de Kings. (2021). *Toward Equity and Diversity: A Strategy for Belonging in the Municipality of the County of Kings [Vers l'équité et la diversité : Une stratégie d'appartenance dans la municipalité du comté de Kings]*
- Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. (2021). « *Domestic violence is not always obvious* » [*La violence domestique n'est pas toujours évidente*]
- Municipalité régionale de comté de Marguerite-D'Youville. (2020). *Politique sur l'égalité et la parité*

- Municipalité régionale de Halifax. (2020). *HRM Washrooms & Drinking Fountains Strategy [Stratégie pour les toilettes et les fontaines à boire]*
- Municipalité régionale de Halifax. (n.d.). *Programme Youth Live*
- Municipalité régionale de Wood Buffalo. (2021). *Tawâw project creates tri-party partnership to provide Indigenous housing [Le projet Tawâw crée un partenariat tripartite pour fournir de logements autochtones]*
- Musée de la Nouvelle-Écosse. (2014). *Nova Scotia and the War of 1812 [La Nouvelle-Écosse et la guerre de 1812]*.
- Nations Unies. (2016). *Identifying social inclusion and exclusion A. The concept of social inclusion. [Identifier l'inclusion et l'exclusion sociales A. Le concept d'inclusion sociale]*.
- Petterson, Steve et al. (2020). *Projected Deaths of Despair During the Coronavirus Recession. R. c. Le, 2019 SCC 34, [2019] 2 R.C.S. 692*
- Sécurité publique Canada. (2020). *Le plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe*
- Sénat du Canada. (1999). *Rapport final sur la cohésion sociale.*
- Sénat du Canada. (2013). *Réduire les obstacles à l'inclusion et à la cohésion sociales.*
- Sharkey, L. (2021). *What's Does BAME Mean and Should I Use It?*
- Social Inclusion Audit. (2019a). *What is social inclusion?*
- Statista. (2022). *Immigration in Canada: Statistics & facts*
- Statistique Canada. (2016). *Immigration et diversité ethnoculturelle : Principaux résultats du recensement de 2016*
- Statistique Canada. (2020). *Insécurité alimentaire des ménages, 2017/2018*
- Statistique Canada. (2021). *Profil du recensement, recensement de la population 2021*
- Une ville pour toutes les femmes. (2015). *L'avancement de l'équité et l'inclusion : Un guide pour les municipalités*
- Une ville pour toutes les femmes. (2020). *Un plan municipal de reprise genré pour tous. Faire en sorte que la ville d'Ottawa fonctionne pour tous.*
- University of British Columbia. (n.d.) *Equity & Inclusion Glossary of Terms.*
- Ville d'Abbotsford. (2021). *Towards an Age-Friendly Community [Vers une communauté amie des aînés]*
- Ville de Brampton. (2021). *City of Brampton launches performing arts Internship and Co-op Program for Black and Indigenous Youth [La ville de Brampton lance un programme de stages et d'alternance dans le domaine des arts du spectacle à l'intention des jeunes Noirs et autochtones]*
- Ville de Charlottetown. (s.d.). *« Make It Your Business » Video Series [Série vidéo « Faites-en votre affaire »]*
- Ville de Cobourg. (2001). *Staff Council Relation Policy*
- Ville d'Edmonton. (2017). *Analyse comparative entre les sexes (ACS+)*
- Ville d'Edmonton. (s.d.). *Gender Based Violence and Sexual Assault Prevention Initiative: « This is what it feels like » [Initiative de prévention de la violence fondée sur le sexe et des agressions sexuelles : « ce qu'on ressent »]*
- Ville de Hamilton. (2022). *Public Health Services [Services de santé publique]*
- Ville d'Iqaluit. (s.d.). *Qummaq des aînés*

- Ville de Kamloops. (s.d.). *Tk'emlúps te Secwépemc Relationship*
- Ville de Kenora. (s.d.). *Plan d'accessibilité pluriannuel (2019-2022)*
- Ville de Kingston. (2016). *Community Gardens Development and Operations Policy [Politique de développement et d'exploitation des jardins communautaires]*
- Ville de Kingston. (s.d.). *Engage for Change [S'engager pour le changement]*
- Ville de Kitchener. (2021). *Equity, Inclusion and Anti-racism Policy Politique d'équité, d'inclusion et de lutte contre le racisme*
- Ville de London. (2021). *Free of Fear Services for All Policy [Politique de services sans peur pour tous]*
- Ville de Magog. (2017). *Politique d'accompagnement au Club été pour les enfants ayant une situation de handicap*
- Ville de Moose Jaw. (2022). *May 12 Proclaimed as Moose Hide Campaign Day [Le 12 mai est proclamé journée de la campagne Moose Hide]*
- Ville de North Vancouver. (2021). *Rapport sur l'alimentation locale*
- Ville d'Oshawa. (2021). *Equity and Inclusion Lens Handbook [Manuel de l'optique d'équité et d'inclusion]*
- Ville de Peterborough. (s.d.). *Accessibility Resources and Training [Ressources et formation en matière d'accessibilité]*
- Ville de Prince George. (s.d.). *Advisory Committee on Accessibility [Comité consultatif sur l'accessibilité]*
- Ville de Saskatoon. (2019). *IWG2S\* Coming Home*
- Ville de Saskatoon. (s.d.). *Anti-Racism Education [Éducation à la lutte contre le racisme]*
- Ville de Toronto. (s.d.). *Data for Equity Strategy [Stratégie de données pour l'équité]*
- Ville de Truro. (s.d.). Diversity Advisory Committee Terms of Reference [Mandat du comité consultatif sur la diversité]*
- Ville de Victoria. (2020). *Accessibility Framework [Cadre d'accessibilité]*
- Ville de Victoria. (s.d.). *Accessibility Advisory Committee [Comité consultatif sur l'accessibilité]*
- Ville de Winnipeg. (2018). *Les peuples autochtones et les archives : Guide de recherche aux Archives de la ville de Winnipeg Archives*
- Ville de Winnipeg. (2021). *Initiative Ville sûre*
- Ville de Yellowknife (s.d.). *Access for All [L'accès pour tous]*
- Wampler, B., & Touchton, M. (2014). *Brazil let its citizens make decisions about city budgets. Here's what happened. Washington Post.*
- Woods, L. L., Shaw-Ridley, M., & Woods, C. A. (2014). *Can Health Equity Coexist With Housing Inequalities? A Contemporary Issue in Historical Context. Health Promotion Practice, 15(4), 476– 482.*
- Yamoah, M. (2020). *Fredericton city council adopts recommendations for greater gender inclusivity, diversity*
- Ziafati, N. (2020). *Halifax's mayor renews call to let newcomers vote in future municipal elections.*